

**Enquête adressée aux experts et aux acteurs  
du Partenariat euro-méditerranéen**

## **Rapport sur les progrès du Partenariat euro-méditerranéen**

**Erwan Lannon & Iván Martín**



## Sommaire

Introduction : Un PEM qui progresse au rythme d'une Méditerranée en évolution.	p. 3
1. Une nouvelle Union pour la Méditerranée dans un contexte de crise et de conflits	p. 4
2. Prolifération des stratégies de proximité et lancement de l'UpM	p. 6
3. Développement institutionnel et implication des acteurs	p. 9
4. Mise en oeuvre du Programme de travail quinquennal de 2005 (et réunions ministérielles)	p. 13
5. Le Programme de travail pour 2009 (Conférence de Marseille)	p. 29
6. Programmes multilatéraux euro-méditerranéens et programmes de la PEV	p. 34
7. De nouveaux instruments, de nouvelles ressources, de nouvelles réussites ?	p. 42
<b>Annexes</b>	p. 51
Sources	p. 51
Liste des questions de l'enquête et des sections du rapport correspondantes	p. 58

---

Clause de non-responsabilité. Le présent site web a été élaboré avec l'aide de l'Union Européenne. Le contenu du site relève de la seule responsabilité de l'Institut Européen de la Méditerranée et ne peut aucunement être considéré comme reflétant le point de l'Union européenne.

---

## Introduction : Un PEM qui progresse au rythme d'une Méditerranée en évolution.

Le Partenariat euro-méditerranéen (PEM) a notablement évolué depuis 1995, année où la Conférence de Barcelone en a fait le cadre de référence des relations politiques, économiques et sociales entre l'Union européenne (UE) et les Pays partenaires méditerranéens (PPM). Depuis lors, en effet, et notamment depuis 2005, de nombreuses politiques, structures et instruments nouveaux ont été mis en place, à savoir :

- i) Le Programme de Travail quinquennal approuvé lors du Sommet tenu à Barcelone en novembre 2005 qui actualise et redéfinit l'approche suivie par le Programme de Travail élaboré à Barcelone en 1995 ;
- ii) La Politique européenne de voisinage (PEV), progressivement mise en place entre 2002 et 2006, et le nouvel Instrument européen de voisinage et de partenariat (IEVP), qui est entré en vigueur en janvier 2007 afin de financer les programmes régionaux et bilatéraux de coopération entre l'UE et les pays voisins ;
- iii) L'Union pour la Méditerranée, lancée en juillet 2008 au Sommet de Paris et l'établissement progressif d'une nouvelle structure institutionnelle (Coprésidence, Secrétariat, Comité permanent conjoint), l'adhésion de nouveaux partenaires méditerranéens et la définition de six projets régionaux concrets ;
- iv) Le statut avancé accordé par l'Union européenne au Maroc en octobre 2008 et les pourparlers en cours visant à l'établissement de relations spéciales avec d'autres pays partenaires méditerranéens ;
- v) Une série de nouvelles institutions et de nouvelles structures à caractère euro-méditerranéen telles que la Fondation Anna Lindh pour le dialogue entre les cultures, l'Assemblée parlementaire euro-méditerranéenne (2005) et l'Université euro-méditerranéenne (2008), qui devraient bientôt être suivies par la création de l'Assemblée locale et régionale euro-méditerranéenne (voir Section 3).

Simultanément, le Processus de Barcelone a suivi son cours, les programmes régionaux MEDA ont continué à être mis en oeuvre, peu à peu remplacés par de nouveaux projets financés dans le cadre de l'Instrument européen de voisinage et de Partenariat (IEVP) tandis que la dynamique sectorielle s'est développée au fil des réunions ministérielles. Le présent rapport passe en revue les principaux éléments de ce processus.

## Objectifs et portée de ce rapport

L'objectif principal de ce rapport est de fournir aux personnes interrogées des renseignements fiables et actualisés sur les questions posées par l'Enquête IEMed adressée aux experts et acteurs du Partenariat euro-méditerranéen. C'est pourquoi, dans la plupart des sections du rapport, il est fait référence à la question correspondante posée dans l'enquête. A la fin du rapport, une table des matières des sections fournissant des informations sur chacune des questions de l'enquête a été insérée.

Cela dit, dans un rapport de cette nature, il est évidemment impossible de couvrir tous les aspects du PEM. L'attention est donc portée sur les programmes multilatéraux et les dynamiques multilatérales ainsi que sur les dimensions « institutionnelles » et de « coopération » plutôt que sur la dimension politique en tant que telle. Les

aspects bilatéraux (c'est-à-dire la mise en oeuvre des Plans d'Actions de la PEV, les progrès réalisés par les différents pays, qui auraient impliqué une analyse pays par pays) et les aspects purement politiques (degré d'engagement des différents partenaires européens et méditerranéens, évaluation des présidences et coprésidences successives, conflits politiques entravant les progrès au sein du PEM) n'ont pas été analysés. Par ailleurs, le contexte économique et géopolitique général ne constitue pas non plus l'objet de ce rapport même s'il est un point-clef pour l'évaluation des difficultés auxquelles le Partenariat euro-méditerranéen est confronté et pour l'évaluation des perspectives d'avenir de l'espace méditerranéen et du PEM.

La diversité du processus euro-méditerranéen est d'une telle ampleur que cet examen des activités et des projets euro-méditerranéens ne prétend pas être exhaustif, mais il réunit en un seul document toutes les initiatives et les dynamiques en cours. Les sources que nous avons utilisées pour l'élaboration de ce rapport sont des sources officielles. Cela dit, ce rapport a été conçu comme un guide, aussi objectif et précis que possible, mais qui laisse évidemment aux personnes répondant à l'enquête le soin d'évaluer la situation.

## 1. Une nouvelle Union pour la Méditerranée dans un contexte de crises et de conflits Q.1.2

Deux facteurs majeurs ont affecté le Partenariat euro-méditerranéen au cours des dernières années : la persistance de conflits graves dans la région et la crise financière et économique mondiale qui a éclaté durant la deuxième moitié de l'année 2008.

Trois conflits armés ont profondément marqué les relations euro-méditerranéennes. Tout d'abord, on estime que la confrontation Israël-Hezbollah, survenue au Liban en août 2006, a fait 1 109 morts chez les civils libanais et 43 morts du côté israélien<sup>1</sup> ; les dommages matériels, quant à eux, ont été évalués à plusieurs milliards de dollars<sup>2</sup>. Deuxièmement, la campagne d'Israël contre le Hamas dans la Bande de Gaza entre décembre 2008-janvier 2009, a coûté la vie à 1 314 Palestiniens,<sup>3</sup> des civils pour la plupart, et à 13 Israéliens ; à ces pertes il faut ajouter la destruction de la plupart des infrastructures-clefs de la Bande de Gaza<sup>4</sup>. Finalement, et durant la même période, l'évolution de la situation en Irak a eu elle aussi des répercussions profondes sur l'ensemble de la région, tout comme la persistance d'autres conflits et différends non résolus comme ceux du Sahara occidental ou de Chypre.

<sup>1</sup> Selon des sources libanaises et israéliennes : 1 109 civils ont été tués et 3 697 ont été blessés au Liban. Du côté israélien, 116 soldats ont été tués ainsi que 43 civils. Pour de plus amples détails, voir la BBC, « La Crise au Moyen-Orient : des Faits et des Chiffres », 31 août 2006, [http://news.bbc.co.uk/2/hi/middle\\_east/5257128.stm](http://news.bbc.co.uk/2/hi/middle_east/5257128.stm). Près « d'un million de personnes ont été déplacées au Liban et 500 000 en Israël des suites du conflit ». Croix rouge britannique, « Le Conflit au Moyen-Orient en 2006 », <http://www.redcross.org.uk/standard.asp?id=58259>.

<sup>2</sup> Les réparations des bâtiments et infrastructure et la reconstruction sont évaluées à 4 milliards de dollars selon le gouvernement libanais, V. [http://news.bbc.co.uk/2/hi/middle\\_east/5257128.stm](http://news.bbc.co.uk/2/hi/middle_east/5257128.stm). Concernant l'aide de l'UE, V. Commission Européenne, délégation à Beyrouth, « European Union's response to the 2006 conflict in Lebanon », [www.dellbn.ec.europa.eu/en/eu\\_and\\_lebanon/responseEU2006.pdf](http://www.dellbn.ec.europa.eu/en/eu_and_lebanon/responseEU2006.pdf).

<sup>3</sup> Selon John Holmes, le coordinateur de l'ONU pour les Affaires humanitaires, les derniers chiffres concernant les pertes en vies humaines recensées à la fin des hostilités étaient les suivants : « Palestiniens morts – 1 314 parmi lesquels 412 enfants et une centaine de femmes. Blessés : 5 300 – dont 1 855 enfants et 795 femmes », Nations unies : « Palestinian casualties in Gaza exceed 1,300 », 20/01/2009, <http://www.unmultimedia.org/radio/english/detail/67863.html>.

<sup>4</sup> Voir Nations unies, « Les Nations unies lancent un appel de fonds de 613 millions de dollars pour aider à relancer Gaza après l'offensive israélienne », UNRWA news, 29 janvier 2009, [http://www.un.org/unrwa/news/articles/2009/UNNewsService\\_29jan09.html](http://www.un.org/unrwa/news/articles/2009/UNNewsService_29jan09.html). La Commission européenne a annoncé le 27 février lors de la « Conférence de soutien à l'économie palestinienne et à la reconstruction de la Bande de Gaza » qu'elle destinerait 436 millions d'euros (554 millions de dollars) au peuple palestinien en 2009. [http://www.eurunion.org/eu/index.php?option=com\\_content&task=view&id=3336&Itemid=58](http://www.eurunion.org/eu/index.php?option=com_content&task=view&id=3336&Itemid=58).

Le conflit entre Arabes et Israéliens a donc entraîné un blocage du Partenariat euro-méditerranéen pendant la majeure partie de l'année dernière. Après le Sommet de Paris sur l'Union pour la Méditerranée (UpM), auquel la Ligue des États arabes participait en tant qu'observateur, la demande formulée par les Pays partenaires méditerranéens arabes d'octroyer à la Ligue arabe le statut d'observateur permanent pour toutes les réunions euro-méditerranéennes (et non seulement pour les sommets bisannuels) et l'opposition d'Israël à cet égard ont paralysé le fonctionnement du PEM durant plusieurs mois. Les réunions du Comité Euromed, les réunions des hauts fonctionnaires et les réunions ministérielles ont été annulées ou reportées. Après qu'un accord a été atteint, lors de la Conférence ministérielle Euromed de Marseille en novembre 2008, octroyant à la Ligue arabe le statut d'observateur permanent à toutes les réunions euro-méditerranéennes, la réaction des PPM arabes aux attaques israéliennes dans la Bande de Gaza a une nouvelle fois, et jusqu'à présent (mai 2009), bloqué le fonctionnement du PEM et la mise en œuvre des décisions relatives à l'Union pour la Méditerranée. En outre, la constitution du nouveau Gouvernement de coalition israélien conduit par Benjamin Netanyahu depuis les élections générales de février 2009 est un facteur à prendre en compte dans cette équation complexe. Les perspectives de résolution de ce conflit de longue durée sont peu encourageantes.

D'autre part, la crise économique et financière compromet la croissance accélérée connue par les PPM au cours des trois dernières années (de l'ordre de 4,5 – 6 %, avec un taux annuel de création d'emploi<sup>5</sup> de 3 %) en raison de la réduction des revenus issus des exportations de gaz et de pétrole (Algérie, Égypte, Syrie) et d'autres produits miniers (Maroc, Tunisie), de la réduction des transferts de fonds des migrants (Maroc, Tunisie, Égypte, Liban, Jordanie), du tourisme (Maroc, Tunisie, Égypte, Liban) et, dans une certaine mesure, des exportations de produits finis compte tenu de l'affaiblissement de la demande européenne (Maroc, Tunisie). La crise risque aussi de compliquer les négociations sur la libéralisation des services et de l'agriculture et d'entraver la mobilisation de ressources additionnelles pour la coopération UE-PPM par rapport aux perspectives financières 2014-2020. Elle provoque aussi une sensibilité politique accrue sur les questions migratoires en raison de l'augmentation du taux de chômage des travailleurs migrants en Europe ainsi que qu'un renforcement des pressions de l'immigration illégale aux frontières de l'Union en provenance des rivages du Sud de la Méditerranée et d'au-delà.

---

<sup>5</sup> La Commission européenne (2008) : « European Neighbourhood Policy: Economic Review of Neighbour Countries », *European Economy*, Occasional Papers no 40, Direction générale des Affaires économiques et financières, p. 20-22. [http://ec.europa.eu/economy\\_finance/publications/](http://ec.europa.eu/economy_finance/publications/).

## 2. Prolifération des stratégies de proximité de l'UE et lancement de l'Union pour la Méditerranée

### Q.1.15

Dans ce contexte, l'action extérieure de l'Union européenne et sa stratégie envers les pays de son voisinage sont en train de devenir de plus en plus complexes et différenciées.

### 2.1 Prolifération des stratégies de proximité européennes

Aujourd'hui, la structure des relations entre les 27 pays de l'UE, d'une part et les Pays partenaires méditerranéens faisant partie de l'Union pour la Méditerranée, d'autre part, s'articule autour d'au moins huit cadres différents. À savoir :

1. Le Partenariat euro-méditerranéen (1995) tel que modifié par l'Union pour la Méditerranée (2008) ;
2. La Politique européenne de voisinage (PEV) ;
3. Le Partenariat stratégique avec la Méditerranée et le Moyen-Orient de 2004 (PSMMO) ;
4. La Stratégie de préadhésion (SPA) (Turquie, Croatie) ;
5. Le Processus d'association et de stabilisation des Balkans (PAS) (Bosnie, Croatie, et Monténégro) ;
6. L'Initiative « Synergie en Mer Noire » (Turquie) ;
7. L'Accord de Cotonou (Mauritanie) ;
8. Le Statut avancé accordé au Maroc en octobre 2008.

Dans l'enquête et dans le présent rapport, il n'est fait référence qu'aux deux premiers cadres institutionnels, soit le PEM-UpM et la PEV. Cela dit, il faut aussi tenir compte du fait que, par exemple, la Turquie est un État fondateur du PEM, mais qu'elle n'est pas concernée par la PEV ; elle est, toutefois, engagée dans la stratégie européenne de préadhésion. L'Algérie pour sa part n'est pas intéressée par la PEV mais elle a accepté d'entamer des négociations pour un Partenariat stratégique dans le secteur de l'énergie avec l'UE<sup>6</sup>. La Syrie est dans l'attente de l'entrée en vigueur de l'accord d'Association euro-méditerranéen afin de pouvoir participer pleinement à la PEV. Par ailleurs, après la Mauritanie et l'Albanie, de nouveaux pays, notamment des Balkans, ont été accueillis lors du sommet de Paris de 2008 (voir ci-après). C'est une innovation majeure. Pour la première fois depuis 1957, certains pays des Balkans participent et s'engagent dans un cadre étendu de coopération euro-méditerranéenne.

Autrement dit, l'équation euro-méditerranéenne en 2009 diffère considérablement de celle de 1995 en termes de politiques et de stratégies, mais aussi en termes d'États participants. Néanmoins, la situation actuelle est quelque peu confuse, les aspects techniques et juridiques de la mise en place de l'Union pour la Méditerranée n'ayant pas encore été finalisés.

<sup>6</sup> *Energy Policy Newsletter*, décembre 2006, Institut des Affaires européennes,  
[http://www.iiea.com/images/managed/publications\\_attachments/Energy%20Newsletter%20December%20.doc.pdf](http://www.iiea.com/images/managed/publications_attachments/Energy%20Newsletter%20December%20.doc.pdf).

## 2.2 Lancement de l'Union pour la Méditerranée Q.3.7

Lors du Conseil européen du 13 mars 2008, les 27 Etats membres, après de longs et intenses débats diplomatiques, ont adopté une déclaration intitulée : « Processus de Barcelone : Union pour la Méditerranée » selon laquelle « *Le Conseil européen a approuvé le principe d'une Union pour la Méditerranée qui englobera les États membres de l'UE et les États riverains de la Méditerranée qui ne sont pas membres de l'UE* ». <sup>7</sup>

Le 20 mai 2008, la Commission européenne a alors publié une Communication intitulée « Processus de Barcelone : Union pour la Méditerranée <sup>8</sup> », dans laquelle elle a fait des propositions beaucoup plus concrètes devant être discutées lors du Sommet de Paris prévu en juillet 2008.

La Présidence française de l'Union Européenne a organisé le Sommet euro-méditerranéen des Chefs d'États et de Gouvernements qui s'est tenu le 13 juillet 2008. La « Déclaration commune du Sommet de Paris pour la Méditerranée <sup>9</sup> » a été adoptée par les participants, ses objectifs étant de renforcer les relations multilatérales, d'accroître la co-appropriation du Processus de Barcelone, de fonder la gouvernance sur l'égalité de toutes les parties et de traduire le processus en projets concrets qui soient davantage visibles pour les citoyens.

L'Union pour la Méditerranée a rassemblé à Paris 43 États européens et méditerranéens, les institutions de l'UE et un certain nombre d'organisations régionales. La Bosnie-Herzégovine, la Croatie, Monaco et le Monténégro qui ont accepté l'*acquis* du Processus de Barcelone ont été accueillis à cette occasion en tant que nouveaux partenaires.

Selon la Déclaration de Paris <sup>10</sup>, « *un partenariat renforcé – Le Processus de Barcelone : Union pour la Méditerranée vise à tirer parti de ce consensus pour que soient poursuivies la coopération, les réformes politiques et socioéconomiques et la modernisation sur la base de l'égalité et du respect mutuel de la souveraineté de chacun.* » L'Union pour la Méditerranée sera bâtie sur cet *acquis* et renforcera les réalisations du Processus de Barcelone. En outre, l'Union pour la Méditerranée viendra « *compléter les relations bilatérales que l'UE entretient avec ces pays qui continueront d'exister dans les cadres d'action actuels, comme les accords d'association, les plans d'action de la politique européenne de voisinage et, dans le cas de la Mauritanie, le groupe des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique.* »

Le projet de l'Union pour la Méditerranée se fonde sur trois principes primordiaux :

- i) une mobilisation politique au plus haut niveau se traduisant par des sommets bisannuels ;
- ii) une gouvernance sur un pied d'égalité (Voir le point 3 relatif aux dispositions institutionnelles) ;

<sup>7</sup> Conseil européen du 13/14 mars 2008, Conclusions de la Présidence, Annexe I, déclaration sur « Le Processus de Barcelone : Union pour la Méditerranée », Bruxelles, 20 mai 2008, 7652/1/08 REV,

[http://www.consilium.europa.eu/uedocs/cms\\_data/docs/pressdata/fr/ec/99435.pdf](http://www.consilium.europa.eu/uedocs/cms_data/docs/pressdata/fr/ec/99435.pdf)

<sup>8</sup> Communication de la Commission européenne au Parlement européen et au Conseil : « Processus de Barcelone : Union pour la Méditerranée » Bruxelles, 20 mai 2008, COM (2008) 319 fin.

<sup>9</sup> Déclaration commune du « Sommet de Paris pour la Méditerranée », Paris, 13 juillet 2008. [http://www.eu2008.fr/webdav/site/PFUE/shared/import/07/0713\\_declaration\\_de\\_paris/Declaratation\\_du\\_sommet\\_de\\_Paris\\_pour\\_la\\_Mediterranee-FR.pdf](http://www.eu2008.fr/webdav/site/PFUE/shared/import/07/0713_declaration_de_paris/Declaratation_du_sommet_de_Paris_pour_la_Mediterranee-FR.pdf)

<sup>10</sup> Déclaration de Paris, précitée



iii) une priorité donnée à la mise en oeuvre de projets concrets à caractère régional susceptibles de créer une solidarité de fait.

À cet égard, les chefs d'État et de gouvernement ont considéré qu'il était crucial de traduire les objectifs fixés par la Déclaration de Barcelone en 1995 et par le Programme de travail de 2005, en des projets concrets à caractère régional. Ces projets, détaillés en annexe de la Déclaration conjointe, sont les suivants :

- **Dépollution de la Méditerranée** (y compris des régions côtières et des zones maritimes protégées, en particulier dans « le secteur de l'eau et des déchets »).
- **Autoroutes de la mer et autoroutes terrestres** (développement des autoroutes de la mer, y compris la connexion des ports, la création d'autoroutes côtières et la modernisation de la liaison ferroviaire « trans-Maghreb », coopération dans le domaine de la sûreté et de la sécurité maritimes).
- **Protection civile** (Programme commun de protection civile sur la prévention des catastrophes, la préparation et la réaction à celles-ci, associant plus étroitement la région au mécanisme de protection civile de l'UE.)
- **Énergies de substitution : Plan solaire méditerranéen** (la commercialisation de toutes les sources d'énergie de substitution ainsi que la recherche et développement à leur propos ; la faisabilité, la conception et la création d'un plan solaire méditerranéen).
- **Enseignement supérieur et recherche, université euro-méditerranéenne** (création d'une université euro-méditerranéenne, ayant son siège en Slovaquie, qui aura pour mission de mettre en place des programmes d'enseignement post-universitaire et des programmes de recherche en exploitant les possibilités offertes par les programmes existants de coopération dans l'enseignement supérieur, tels que Tempus et Erasmus Mundus, une attention particulière devrait être accordée à l'amélioration de la qualité et à l'adéquation entre la formation professionnelle et les besoins du marché du travail.)
- **Initiative méditerranéenne de développement des entreprises** (visant à aider les entités des pays partenaires qui apportent déjà un soutien aux micro-entreprises et aux petites et moyennes entreprises en fournissant à ces entités les ressources nécessaires sous la forme d'une assistance technique et d'instruments financiers).

### 3. Développement institutionnel et implication des acteurs Q.2.1

Depuis 2005, le PEM a connu une institutionnalisation croissante. Au cours des mois qui ont précédé le Xe anniversaire du PEM, deux institutions euro-méditerranéennes ont été créées : l'Assemblée parlementaire euroméditerranéenne (APEM) en 2004 et la Fondation euro-méditerranéenne Anna Lindh pour le Dialogue entre les cultures en 2005.

**L'Assemblée parlementaire euro-méditerranéenne (APEM)<sup>11</sup> Q.2.1-Q.2.2** est un organe consultatif donnant son avis sur toutes les questions liées au PEM ; elle adopte des résolutions ou des recommandations à l'intention de la Conférence euro-méditerranéenne. Elle est composée de 280 membres, dont 130 sont européens (81 sont issus des parlements nationaux des États membres et 49 du Parlement européen, 10 membres issus des européens méditerranéens et partenaires de l'UE, Albanie, Bosnie Herzégovine, Croatie, Monaco) et 130 membres issus des parlements des 10 PPM ainsi que 10 membres du Parlement mauritanien. Une assemblée plénière se tient annuellement. L'APEM a tenu à ce jour huit séances plénières qui ont eu lieu entre mars 2004 et mars 2009 et elle a adopté des déclarations sur de nombreuses questions. L'APEM est dotée de quatre « Commissions permanentes » et d'une « Commission ad hoc »

- La Commission politique, de sécurité et des droits de l'homme ;
- La Commission économique, financière, des affaires sociales et de l'éducation ;
- La Commission pour la promotion de la qualité de la vie, des échanges humains et de la culture ;
- La Commission sur les droits des femmes dans les pays euro-méditerranéens ;
- La Commission ad hoc sur l'énergie et l'environnement.

Le secrétariat de l'APEM est situé dans le Parlement européen.

**La Fondation euro-méditerranéenne Anna Lindh pour le Dialogue entre les cultures<sup>12</sup> Q.2.1-Q.2.3** a été fondée en 2005 à Alexandrie (Égypte). C'est un organisme indépendant doté d'un statut juridique autonome dont la mission est de promouvoir le dialogue culturel, le respect de la diversité et la visibilité du Processus de Barcelone et de favoriser les échanges, la coopération et la mobilité, les populations cibles étant les jeunes, les femmes et les migrants. La Fondation Anna Lindh a créé un réseau regroupant 43 réseaux nationaux composés d'institutions et d'organisations de la société civile oeuvrant dans le domaine de la culture, l'éducation et la jeunesse (le réseau compte actuellement un total de quelque 2 000 organisations-membres). Son Conseil des Gouverneurs est formé de représentants des États-membres du PEM (Comité Euromed).

Elle s'est fixée six domaines stratégiques : les Idées et les idéologies, l'Éducation, la Production culturelle, les Médias, la Religion, la Spiritualité et les valeurs, les Villes et la diversité. Entre 2006 et 2008, elle a octroyé 280 bourses à des organisations de la société civile dans plus de trente pays. Elle a aussi créé deux prix euro-méditerranéens (prix du journalisme et prix du dialogue entre les cultures) et elle a lancé un programme triennal

<sup>11</sup> <http://www.europarl.europa.eu/intcoop/empa/default.htm>.

<sup>12</sup> <http://www.euromedalex.org>.

dans le domaine de la littérature enfantine afin de promouvoir la lecture dans les pays arabes. Elle est financée par l'UE et par certains États membres de l'UE et des PPM. Son budget pour les années 2005-2008 s'élevait à € 11 millions (5 en provenance des fonds MEDA). Son budget actuel (2009-2011) s'élève à € 14 millions (dont la moitié provient de l'IEVP et le reste de certains États membres). Elle destine approximativement 35 % de son budget à ses frais d'administration et de personnel, mais tout le reste est alloué aux activités et aux appels à propositions<sup>13</sup>.

**La Facilité euro-méditerranéenne d'investissement et de partenariat (FEMIP)<sup>14</sup> Q.1.13** a été créée en 2002. La FEMIP est une facilité financière de la Banque européenne d'investissement. Les programmes de la FEMIP comprennent :

- Des prêts destinés aux PPM, tant pour un soutien direct au secteur privé (lignes de crédits distribuées à travers les banques locales) que pour des projets d'infrastructures (énergie, transport et télécommunications, environnement et infrastructures sociales) ;
- Une assistance technique aux PPM ;
- Des ressources capital risque pour les petites et moyennes entreprises.

Les deux dernières ressources mentionnées ci-dessus sont financées au moyen d'une contribution régionale de l'IEVP d'un montant annuel de 32 millions d'euros pour la période 2007-2013. Le personnel de la FEMIP comprend 75 personnes. Depuis 2004, elle a alloué des contrats financiers pour une valeur de 6.7 milliards d'euros aux PPM et elle dispose d'une enveloppe de prêt de 7.6 milliards d'euros additionnels pour la période 2009-2013.<sup>15</sup> En 2009, la Cour des Comptes européenne a publié le rapport d'audit des activités de la FEMIP<sup>16</sup>. Elle est l'un des piliers sur lesquels reposent trois des six projets de l'UpM : la dépollution de la Méditerranée, les Autoroutes de la mer et les autoroutes terrestres de la Méditerranée et le Plan solaire méditerranéen.

Lors de la Conférence ministérielle de Marseille, **une nouvelle structure institutionnelle a été adoptée pour l'ensemble du Partenariat euro-méditerranéen**. Elle comprend :

- Un système de **Sommets bisannuels des Chefs d'États et de Gouvernement**. Il a été prévu que le premier sommet, après celui de Paris, ait lieu sous la présidence espagnole de l'UE au cours de la première moitié de l'année 2010.
- **Un système de coprésidences Q.3.4** qui s'appliquera à tous les sommets, à toutes les réunions ministérielles et aux réunions de hauts fonctionnaires ou toute autre réunion. Pour la période 2008-2010, la

<sup>13</sup> [http://www.annalindhoundation.be/userfiles/file/Triennial%20Programme%202009-2011\\_ENG.pdf](http://www.annalindhoundation.be/userfiles/file/Triennial%20Programme%202009-2011_ENG.pdf).

<sup>14</sup> <http://www.eib.org/projects/regions/med/index.htm>.

<sup>15</sup> Pour un rapport détaillé des financements par pays et par secteurs, consultez : <http://www.eib.org/projects/regions/med/activities/breakdown/index.htm>.

<sup>16</sup> La Cour a, entre autres, noté qu'il existe « un manque de coordination entre les activités de la BEI et celles de la Commission, particulièrement au niveau local » et que « en ce qui concerne la réalisation des objectifs des projets...ceux des projets d'assistance technique avaient globalement été atteints. Dans le cas des projets bénéficiant de prêts bonifiés et d'opérations de capital risque, la situation était moins homogène, leurs objectifs n'ayant que partiellement été réalisés ». Voir le Rapport spécial No 1/2009 « Les activités bancaires couvrant le Bassin méditerranéen dans le cadre du programme MEDA et des protocoles antérieurs », Cour des Comptes européenne, [http://eca.europa.eu/products/SR09\\_01](http://eca.europa.eu/products/SR09_01).

présidence des PPM a été confiée à l'Égypte. La présidence de l'UE a été assumée par la France de juillet à décembre 2008, et conjointement par les Présidences tchèque et la française entre janvier et juillet 2009.

- **Un Comité renforcé de hauts fonctionnaires** (constitué des ambassadeurs nationaux de l'Union pour la Méditerranée ; il s'agit, dans la plupart des cas, des mêmes ambassadeurs que pour le PEM). Il a pour mission de traiter tous les aspects de l'initiative, de préparer les réunions ministérielles et de leur soumettre des propositions de projets ainsi que le programme de travail annuel. La première réunion de ce nouveau Comité de hauts fonctionnaires de l'UpM s'est tenue à Bruxelles le 23 avril 2009, mais le comité n'a pas été en mesure de débloquent la situation d'impasse politique actuelle.
- **Un Comité permanent conjoint** qui sera basé à Bruxelles, apportera son concours aux réunions des hauts fonctionnaires et à leur préparation et en assurera le suivi adéquat ; il pourra servir aussi de mécanisme de réaction rapide dans le cas où surviendrait une situation exceptionnelle. Ce Comité conjoint devrait en principe remplacer son prédécesseur : le Comité Euromed.
- **Un Secrétariat Q.3.5** dont les fonctions se limiteront en principe à l'identification et au suivi des projets de l'UpM, à la promotion de nouveaux projets et à la recherche de fonds et de partenaires pour leur mise en œuvre. Cette institution nouvellement créée est la seule dont l'action ne s'étend pas à l'ensemble du PEM, mais semble être limitée aux projets de l'UpM uniquement. La Commission européenne continuera pour sa part à gérer les programmes régionaux du PEM comme elle l'a fait jusqu'à présent. Le Secrétariat aura une personnalité juridique distincte et un statut autonome et son mandat sera de nature technique et suivra les recommandations des hauts fonctionnaires, mais il sera composé de fonctionnaires détachés par les États participant au processus. Aux termes de la Déclaration de Marseille, le Secrétariat disposera d'un Secrétaire général et de cinq secrétaires généraux adjoints. Son siège se situera à Barcelone et, conformément à la Déclaration de Marseille, il aurait dû commencer à fonctionner en mai 2009 sur la base de statuts que les hauts fonctionnaires auraient dû adopter à la fin de février 2009. Cependant, aucun progrès n'a été enregistré dans ce sens en raison du blocage politique auquel le PEM est confronté, et les détails concernant sa composition, son fonctionnement et son mandat n'ont toujours pas été fixés de façon définitive par les pays partenaires.

**L'Assemblée régionale et locale euro-méditerranéenne (ARLEM) Q.3.6** est une autre institution prévue par la Déclaration de Marseille suite, d'une part, à un appel émis par le Forum des villes et des régions de la Méditerranée (tenu à Marseille en juin 2008<sup>17</sup>) et, d'autre part, à un avis du Comité des Régions de l'UE émis en octobre 2008 à propos du : « Processus de Barcelone : Union pour la Méditerranée : Quelle implication pour les collectivités territoriales ». Elle sera composée d'un nombre paritaire d'élus locaux et régionaux de l'UE et des PPM. Bien que sa création ait été prévue pour mai 2009, elle est suspendue dans l'attente de la reprise des activités du PEM.

<sup>17</sup> Voir la déclaration finale adoptée par les 140 élus locaux et régionaux de l'ensemble de la Méditerranée sur : [http://www.commed-cglu.org/IMG/pdf/Declaration\\_des\\_autorites\\_locales\\_et\\_regionales\\_pour\\_la\\_Mediterranee\\_23\\_juin\\_2008.fr-2.pdf](http://www.commed-cglu.org/IMG/pdf/Declaration_des_autorites_locales_et_regionales_pour_la_Mediterranee_23_juin_2008.fr-2.pdf).

Finalement, une **Université euro-méditerranéenne (EMUNI<sup>18</sup>)** **Q.2.4** a été inaugurée en juin 2008 à Piran, en Slovénie, sous la présidence slovène de l'UE, dans le but de devenir « l'université des universités ». Jusqu'à présent, elle a lancé, en coopération avec des universités partenaires d'Italie, de Malte, de Belgique, de Grèce, d'Israël, du Liban, du Royaume-Uni et de Slovénie, quatre programmes pilotes de mastère et une série de cours d'été, des séminaires de doctorat et des conférences académiques internationales. Aux termes de la Déclaration de Marseille, une université complémentaire, qui serait le reflet de la précédente, devait être établie à Fès (Maroc), mais elle n'a pas encore commencé ses activités.

Quant à la participation de la société civile au Processus euro-méditerranéen, durant les mois qui ont précédé le Sommet de Paris 2008, de nombreuses réunions ont été tenues par les différents partenaires sociaux. Parmi ces réunions, le **Forum Civil Euromed**, **Q.2.1** organisé à Marseille en octobre 2008 par la Plateforme non gouvernementale euro-méditerranéenne avec l'appui du Programme MEDA-IEVP, a rassemblé plus de 250 participants de la société civile euro-méditerranéenne et une déclaration intitulée « Circuler et vivre ensemble dans l'espace euro-méditerranéen<sup>19</sup> » a été adoptée. D'autres forums civils l'avaient précédé : au Luxembourg en 2005 (« Pour une véritable implication de la société civile »<sup>20</sup> avec la participation de 350 représentants de la société civile de 42 pays différents) et à Marrakech en 2006, le premier forum organisé dans un pays partenaire méditerranéen.

**Les Conseils économiques et sociaux euro-méditerranéens et institutions similaires**<sup>21</sup> se sont aussi réunis à Rabat du 14 au 16 octobre 2008 dans le cadre de leur sommet annuel (financé par les programmes MEDA-IEVP) pour débattre de la participation de la société civile dans l'Union pour la Méditerranée et faire un état des lieux de la dimension sociale du Partenariat euro-méditerranéen, des actions prioritaires dans le domaine de l'emploi et de la participation des femmes à la vie sociale et économique en Méditerranée. Les précédents sommets se sont tenus en Égypte (2007) et en Slovénie (2006), pour débattre des rapports concernant divers sujets. Le Comité économique et social européen est doté d'un Comité de suivi Euromed qui se réunit régulièrement et visite les pays partenaires méditerranéens.

Le monde des entreprises a lui aussi contribué au projet de l'Union pour la Méditerranée avec les *Medbusiness Days* organisés à Marseille le 3 juillet 2008.<sup>22</sup> L'Agenda de Marseille, adopté à cette occasion, est axé sur six actions visant le renforcement de la compétitivité dans une logique d'intégration euro-méditerranéenne qui s'inspire de la stratégie commune adoptée à Lisbonne en 2000 par les États-membres de l'UE.

<sup>18</sup> <http://www.emuni.si/fr/>.

<sup>19</sup> <http://www.euromedplatform.org/spip/spip.php?rubrique=159>

<sup>20</sup> <http://www.euromedplatform.org/spip/spip.php?rubrique=101>

<sup>21</sup> [http://eesc.europa.eu/sections/rex/euromed/index\\_fr.asp?r=3020rexen](http://eesc.europa.eu/sections/rex/euromed/index_fr.asp?r=3020rexen).

<sup>22</sup> <http://medbusinessdays.com>.

#### 4. Mise en oeuvre du Programme quinquennal (et réunions ministérielles) Q.1.3

Le Programme de travail quinquennal<sup>23</sup> adopté lors du Sommet euro-méditerranéen des Chefs d'État et de Gouvernement à l'occasion du dixième anniversaire de la Déclaration de Barcelone en novembre 2005 a défini une série d'objectifs généraux et d'objectifs plus spécifiques relatifs à chacun des quatre chapitres de la coopération euro-méditerranéenne (un nouveau volet sur la migration, l'intégration sociale, la justice et la sécurité a été ajouté).

##### 4.1. Partenariat politique et de sécurité

En ce qui concerne le Partenariat politique et de sécurité, les pays partenaires euro-méditerranéens ont rappelé tout d'abord leur objectif général de « *bâtir une région de paix, de sécurité, de prospérité et de perspectives d'avenir* » et ont réaffirmé leur volonté de travailler en faveur « *d'un règlement juste, global et durable du conflit israélo-arabe* ». Les partenaires méditerranéens ont aussi mentionnés certains éléments-clefs du programme de travail à cet égard : « *mesures de renforcement du partenariat, projets régionaux conjoints, développement durable et renforcement de l'État de droit, de la démocratie et respect des droits de l'homme* ».

Six projets spécifiques ont été envisagés :

- a) Renforcer le pluralisme politique et la participation des citoyens, notamment des femmes et des jeunes par la promotion active d'un environnement politique juste et compétitif notamment d'élections libres et régulières ;
- b) Permettre aux citoyens de participer aux prises de décision au niveau local en décentralisant davantage la gouvernance, la gestion des affaires publiques ainsi que la prestation des services publics ;
- c) Accroître la participation des femmes au processus décisionnel, notamment à des niveaux de responsabilité politique, sociale, culturels et économique ;
- d) Garantir la liberté d'expression et d'association et renforcer l'accès de tous les citoyens à l'information ;
- e) Encourager la participation de la société civile et renforcer sa capacité d'interaction avec les parlements et les gouvernements ;
- f) Faciliter la mise en oeuvre des chartes et conventions régionales et des Nations unies en matière de droits civils, politiques, sociaux et économiques et promouvoir la ratification d'autres instruments dans ce domaine.

Pour contribuer à atteindre ces objectifs, le programme de travail a identifié six priorités :

- (a) Promouvoir et soutenir les réformes politiques sur la base de principes universels, de valeurs communes et des Plans d'action adoptés dans le cadre de la Politique de voisinage ;
- (b) Créer un important mécanisme de financement pour soutenir les politiques de réforme ;
- (c) Respecter les normes approuvées au niveau international en matière d'élections et élaborer une coopération conjointe dans ce domaine ;

<sup>23</sup> Programme de travail quinquennal, <http://register.consilium.eu.int/pdf/fr/05/st00/st00002.fr05.pdf>

- (d) Approfondir le dialogue sur les questions relatives aux droits de l'homme dans le cadre des Accords d'association ;
- (e) Prendre des mesures en vue d'instaurer l'égalité entre les hommes et les femmes, d'empêcher toute forme de discrimination et de garantir la protection des droits des femmes ;
- (f) Prendre des mesures en vue de mettre en oeuvre le Code de conduite sur la lutte contre le terrorisme.

En outre, il a été convenu de développer et d'approfondir le dialogue sur les questions de sécurité et la PESD.<sup>24</sup>

#### 4.1.1 Dialogue politique, pluralisme politique et participation des citoyens, notamment des femmes et de la jeunesse.

Dans sa Communication sur la préparation de la Conférence euro-méditerranéenne des ministres des affaires étrangères de Lisbonne<sup>25</sup>, la Commission a mis l'accent sur le fait que le PEM est la « *seule instance dans laquelle tous les partenaires méditerranéens échangent leurs vues et s'engagent dans un dialogue constructif malgré la persistance des conflits au Moyen-Orient et dans d'autres parties de la région. Le dialogue politique fait maintenant régulièrement partie des points discutés aux réunions des hauts fonctionnaires Euromed* ». La Commission a aussi accueilli favorablement la proposition faite pour améliorer les méthodes de travail et particulièrement la possibilité pour les hauts fonctionnaires d'agir en tant que « *mécanisme de réponse rapide pour proposer la tenue de conférences des ministres des affaires étrangères ad hoc en réponse aux développements dans la région* ».

Lors de la neuvième réunion des ministres des affaires étrangères euro-méditerranéens qui s'est tenue à Lisbonne en novembre 2007<sup>26</sup>, les ministres ont indiqué que le dialogue politique et de sécurité « *a mis l'accent sur le bilan régulier de la situation politique au Moyen-Orient* » et qu'« *ils encouragent la reprise de discussions bilatérales concrètes entre Israël et l'Autorité palestinienne, qui devraient ouvrir la voie à un règlement sur la base de deux États, un État israélien dont la sécurité est assurée et un État palestinien viable, souverain et démocratique, vivant côte à côte dans la paix et la sécurité* ». La question a été à nouveau mentionnée dans la Déclaration de Marseille, mais depuis janvier 2009, et pour autant que nous sachions, aucune réunion majeure n'a été organisée. Cela dit, les activités courantes de la PESC (Politique étrangère et de sécurité commune) ont suivi leur cours.

Dans le domaine des « **normes approuvées au niveau international en matière d'élections** » les ministres des Affaires étrangères se sont mis d'accord pour discuter de la possibilité de développer, sur une base volontaire et

<sup>24</sup> « En vue de consolider leur coopération, sur une base volontaire dans les domaines de la prévention des conflits, des mesures de renforcement du Partenariat, des activités de gestion des crises ainsi que de la protection civile et de la prévention des catastrophes naturelles. »

<sup>25</sup> COM (2007) 598 final, 17.10.2007 « Communication de la Commission au Conseil et au Parlement européen sur la préparation de la Conférence euroméditerranéenne des ministres des affaires étrangères de Lisbonne (5 et 6 novembre 2007). Le Partenariat euroméditerranéen : Faire progresser la coopération régionale pour soutenir la paix, le progrès et la dialogue interculturel », point 16.

<http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=COM:2007:0598:FIN:FR:PDF>

<sup>26</sup> Conclusions adoptées à la neuvième Conférence euroméditerranéenne des ministres des affaires étrangères, Lisbonne, 5 et 6 novembre 2007, Pas de traduction française officielle.

<http://www.eu2007.pt/NR/rdonlyres/FF7CA6E4-5980-4B3A-A3B6-00D072967697/0/9ReuniaoEuromedMNES.pdf>.



à la demande du pays concerné, un cadre de coopération et d'échange d'expériences dans le domaine des élections. Les ministres ont mandaté les hauts fonctionnaires euro-méditerranéens afin qu'ils entament des débats pour faire avancer le sujet. Un premier dialogue sur la coopération et les meilleures pratiques dans le domaine des élections a été lancé au niveau des hauts fonctionnaires en 2007<sup>27</sup>. Les ministres des Affaires étrangères ont alors souhaité que ce dialogue se poursuive au niveau des experts et que cette coopération conjointe puisse se développer sur une base volontaire et à la demande de tout pays partenaire.

Après la première Conférence ministérielle qui s'est tenue à Istanbul le 14-15 novembre 2006 sur « Le renforcement du rôle des femmes dans la société »,<sup>28</sup> les partenaires euro-méditerranéens ont décidé d'inclure les **droits politiques, civils, sociaux, économiques et culturels** des femmes, tant dans le cadre des Accords de partenariat comme dans celui des Plans d'action de la politique de voisinage, ainsi que dans les programmes et les projets de l'UE.

Pour ce qui est de la promotion du « **dialogue sur les questions relatives aux droits de l'homme** dans le cadre des Accords du partenariat », il faut signaler que les structures institutionnelles des Accords euro-méditerranéens de partenariat ont été consolidées avec la création de nouveaux sous-comités sur les droits de l'homme.

De même, lors de la conférence de Tampere, les ministres des affaires étrangères ont décidé de créer « **la Facilité gouvernance** » destinée à soutenir les États partenaires désireux d'avancer sur le plan des réformes. En 2007, les premiers fonds ont été alloués au Maroc et à l'Ukraine<sup>29</sup>. Les principes concernant la mise en application de cet instrument dans le cadre de l'IEVP ont été adoptés le 22 février 2008<sup>30</sup> (voir ci-après les points 6.4 et 7.3.3.3.).

#### 4.1.2 Terrorisme, sécurité et défense

Suite à l'adoption du **Code de conduite euro-méditerranéen en matière de lutte antiterroriste** à Barcelone en 2005, une première réunion euro-méditerranéenne ad hoc sur la lutte contre le terrorisme s'est tenue le 15 mai 2006. Elle a été suivie par différents séminaires, notamment sur « le rôle des médias dans la prévention de toutes les formes d'incitation au terrorisme au moyen d'une communication efficace et professionnelle » et sur « le respect des droits de l'homme dans la lutte contre le terrorisme en accord avec le droit international ». Une autre réunion Euromed ad hoc sur la lutte contre le terrorisme s'est tenue le 13 novembre 2007.

À Lisbonne, les ministres des affaires étrangères ont souligné l'importance des **réunions euro-méditerranéennes ad hoc sur le terrorisme**, qui devraient être davantage orientées vers la mise en oeuvre effective du code de

<sup>27</sup> COM(2007) 598 final, 17.10.2007, Point 18.

<sup>28</sup> Conclusions de la conférence ministérielle euroméditerranéenne sur « Le renforcement du rôle des femmes dans la société ». Istanbul, les 14 et 15 novembre 2006. [http://gender.euromedrights.org/files.php?force&file=IAPMinisterialConclusions\\_FR\\_441188026.pdf](http://gender.euromedrights.org/files.php?force&file=IAPMinisterialConclusions_FR_441188026.pdf)

<sup>29</sup> Communication de la Commission « Une politique européenne de voisinage forte », COM(2007) 774 fin, Bruxelles, 05/12/2007, p. 10, [http://ec.europa.eu/world/enp/pdf/com07\\_774\\_fr.pdf](http://ec.europa.eu/world/enp/pdf/com07_774_fr.pdf)

<sup>30</sup> Voir le document : « Principes pour la mise en oeuvre de la facilité gouvernance dans le cadre l'IEVP », 22 février 2008, [http://ec.europa.eu/world/enp/pdf/governance\\_facility\\_en.pdf](http://ec.europa.eu/world/enp/pdf/governance_facility_en.pdf).



conduite. Les ministres ont décidé de concentrer leurs efforts durant l'année 2008 sur les questions techniques comme le renforcement de la coopération internationale en matière pénale. À cet égard, le 16 et le 17 juin 2008, un séminaire euro-méditerranéen a eu lieu à Prague sur « le respect des droits de l'homme des standards internationaux dans le cadre de la lutte contre le terrorisme »<sup>31</sup>. Les ministres ont également pris note des conclusions et des recommandations de la conférence sur « Prévenir l'incitation au terrorisme et la radicalisation : quel rôle pour les médias ? » (Dublin, 21 mai 2007).

Quant à l'approfondissement du **dialogue sur la PESD et les questions de sécurité**, il convient de noter qu'une réunion ad hoc de hauts fonctionnaires s'est tenue à Bruxelles le 13 juin 2007<sup>32</sup> en vue de dresser un bilan du dialogue passé et futur en matière de PESD et des activités de coopération (civiles et militaires) entre l'UE et les partenaires méditerranéens. Au premier semestre 2008, l'Institut d'Études de sécurité de l'UE a organisé un séminaire euro-méditerranéen à Rabat. Des cours d'orientation et des exercices de gestion de crises ont aussi été organisés sous les auspices du Collège européen de sécurité et de défense<sup>33</sup>.

Il a aussi été convenu que le programme régional **Intermediate Bridge du Partenariat euro-méditerranéen** prolongera ses activités relatives à la coopération en matière de protection civile en 2007-2008. Les ministres ont accueilli cette décision comme une « *instrument politique important pour renforcer les relations de confiance car il favorise la coopération et l'interaction entre les autorités régionales et locales, la population civile et la société civile* »<sup>34</sup>.

À Tampere, les ministres ont aussi réaffirmé leur « soutien aux **mesures de renforcement du partenariat** » notamment aux séminaires euro-méditerranéens de Malte et au réseau EuroMeSCo des instituts de politique étrangère.

Finalement, il convient de préciser que dans le cadre de la Politique européenne de voisinage, les « actions » phare en matière de « coopération politique » sont les suivantes :

- rôle plus actif de l'UE dans les efforts régionaux ou multilatéraux de résolution des conflits, incluant, au besoin, la participation à des missions civiles et militaires de maintien de la paix.
- possibilité d'alignement sur les déclarations PESC offerte à l'ensemble des partenaires de la PEV ;
- réunion informelle de haut niveau de la PEV en 2007 ;
- intensification de la coopération parlementaire ;
- renforcement de la présence diplomatique dans tous les pays partenaires de la PEV<sup>35</sup>.

<sup>31</sup> [http://www.eu2008.si/fr/News\\_and\\_Documents/Press\\_Releases/June/0616MZZ\\_Euromed.html](http://www.eu2008.si/fr/News_and_Documents/Press_Releases/June/0616MZZ_Euromed.html)

<sup>32</sup> Conclusions de la 9e conférence euroméditerranéenne des ministres des affaires étrangères, Lisbonne, 5-6, novembre 2007, <http://www.consilium.eu.int/uedocs/NewsWord/en/er/96969.doc>.

<sup>33</sup> Conclusions de la 9e conférence euroméditerranéenne des ministres des affaires étrangères, Lisbonne, 5-6 novembre 2007, <http://www.consilium.eu.int/uedocs/NewsWord/en/er/96969.doc>.

<sup>34</sup> Huitième conférence euroméditerranéenne des ministres des affaires étrangères (Tampere, 27-28 novembre 2006), point 10. [http://www.ces.es/TRESMED/docum/Tampere06/Conclusiones%20Tampere%202006\\_fra.pdf](http://www.ces.es/TRESMED/docum/Tampere06/Conclusiones%20Tampere%202006_fra.pdf)

<sup>35</sup> Communication de la Commission relative au renforcement de la Politique européenne de voisinage, COM(2006)726 final, Bruxelles, 4 décembre 2006, p. 10.

## 4.2 Développement socioéconomique durable et réformes

Le principal objectif formulé dans le cadre de ce chapitre du Programme de travail quinquennal de Barcelone était de « *favoriser dans l'ensemble de la région la création d'un plus grand nombre d'emplois pour le nombre croissant de jeunes et de réduire les niveaux de pauvreté régionaux et les écarts de prospérité ainsi que d'augmenter les taux de croissance du PIB* ».

Douze objectifs intermédiaires ont été identifiés à cet égard (« créer un climat plus favorable aux entreprises » ; « faciliter l'accès du secteur privé au crédit bancaire » ; « améliorer la gestion et renforcer les institutions publiques » ; « consolider la stabilité macroéconomique » ; « renforcer les systèmes de protection sociale » ; « développer les capacités nationales en matière de recherche et d'innovation scientifique et technique » ; « améliorer l'intégration socio-économique accrue, notamment afin de faire face aux conséquences sociales des restructurations sectorielles » ; « augmenter sensiblement le pourcentage de femmes exerçant un emploi dans tous les pays partenaires Euromed » ; « améliorer la productivité de la main-d'œuvre » ; « accroître l'investissement national dans la région, ainsi que sa part de l'investissement étranger direct à l'échelle mondiale » ; « augmenter le pourcentage de travailleurs occupés dans le secteur privé » et « intensifier, grâce à une assistance financière dans les domaines d'intérêt commun, la coopération régionale ou sous régionale nord-sud et sud-sud »).

Pour atteindre les objectifs cités, les partenaires euro-méditerranéens se sont engagés à mettre en œuvre 16 actions spécifiées dans le programme de travail quinquennal. Les principaux domaines d'intervention et les actions effectivement entreprises depuis 2005 sont les suivants :

### Conception et mise en œuvre d'une Feuille de route pour la création d'une zone de libre-échange à l'horizon 2010

L'accord d'association avec la Syrie, signé en 2004, est le seul parmi ceux du PEM à ne pas être encore entré en vigueur<sup>36</sup>.

Un groupe de travail de hauts fonctionnaires a été créé pour travailler sur cette Feuille de Route.

Trois réunions euro-méditerranéennes des ministres de l'Économie et des Finances<sup>37</sup> et trois réunions euro-méditerranéennes des ministres du Commerce ont eu lieu entre 2005 et aujourd'hui<sup>38</sup>. Une conférence des ministres de l'Industrie s'est tenue à Rhodes en septembre 2006<sup>39</sup>. A cette occasion, un Programme de travail axé sur cinq domaines d'actions prioritaires a été adopté pour 2007-2008<sup>40</sup> : compétitivité et PME ; accès au

<sup>36</sup> [http://ec.europa.eu/trade/issues/bilateral/countries/syria/index\\_fr.htm](http://ec.europa.eu/trade/issues/bilateral/countries/syria/index_fr.htm).

<sup>37</sup> Tunis, Juin 2006 ([http://ec.europa.eu/external\\_relations/euromed/conf/ecfin/2006/index\\_en.htm](http://ec.europa.eu/external_relations/euromed/conf/ecfin/2006/index_en.htm)), Porto, septembre 2007 ([http://ec.europa.eu/external\\_relations/euromed/conf/ecfin/chair\\_conclusions\\_en.pdf](http://ec.europa.eu/external_relations/euromed/conf/ecfin/chair_conclusions_en.pdf)), Luxembourg Octobre 2008 ([http://ec.europa.eu/external\\_relations/euromed/conf/ecfin\\_femip\\_conclusions\\_1008\\_en.pdf](http://ec.europa.eu/external_relations/euromed/conf/ecfin_femip_conclusions_1008_en.pdf)), toutes les trois ont eu lieu en même temps que les réunions ministérielles de la FEMIP.

<sup>38</sup> À Marrakech en mars 2006, à Lisbonne en octobre 2007 et à Marseille le 2 juillet 2008 ([http://ec.europa.eu/external\\_relations/euromed/conf/7th\\_tradeconf\\_0708\\_en.pdf](http://ec.europa.eu/external_relations/euromed/conf/7th_tradeconf_0708_en.pdf)).

<sup>39</sup> Conclusions de la 6e Conférence ministérielle euroméditerranéenne de l'Industrie, 21-22 septembre 2006, Rhodes, [http://ec.europa.eu/enterprise/policies/international/files/euromed\\_conclusions\\_rhodes\\_2006\\_fr.pdf](http://ec.europa.eu/enterprise/policies/international/files/euromed_conclusions_rhodes_2006_fr.pdf).

<sup>40</sup> [http://ec.europa.eu/enterprise/enterprise\\_policy/ind\\_coop\\_programmes/med/doc/fr\\_work\\_programme\\_2007\\_2008.pdf](http://ec.europa.eu/enterprise/enterprise_policy/ind_coop_programmes/med/doc/fr_work_programme_2007_2008.pdf)

marché ; innovation ; textiles et investissements. La Commission européenne a pour sa part annoncé l'ouverture du programme-cadre pour la compétitivité et l'innovation (CIP)<sup>41</sup> de l'UE ouvert aux pays tiers, dont les partenaires méditerranéens. Le Programme de travail est piloté par le Groupe de Travail pour la coopération industrielle euro-méditerranéenne qui se réunit deux fois par an. Ce groupe de travail est composé des représentants des États-membres de l'UE et des PPM, de plusieurs Directions générales de la Commission européenne et des institutions communautaires, ainsi que des organisations professionnelles appartenant aux deux rives de la Méditerranée (UNICE, UMCE, Eurochambres, etc.).

Une autre Conférence ministérielle, sur la Société de l'information, s'est tenue au Caire en février 2008.<sup>42</sup>

- **Libéralisation industrielle.** La mise en place progressive, sur une période de transition de 12 ans, des zones euro-méditerranéennes de libre-échange (ZLE) pour les produits industriels circulant entre l'UE et chacun des pays du PEM s'est déroulée comme prévue, et ce conformément au calendrier établi dans les Accords d'association. La Tunisie a achevé son processus de démantèlement tarifaire en janvier 2008 et le reste des pays partenaires le fera progressivement d'ici à 2017 (le prochain pays à finaliser la zone de libre-échange sera le Maroc en 2012). L'Union européenne a libéralisé ses importations industrielles en provenance des PEM dès les années soixante-dix.

- **Libéralisation progressive du commerce agricole.** Le point 8.a.i du Programme de travail traite de cette libéralisation (les Accords d'association établissent l'ouverture de nouvelles négociations tous les cinq ans). Des accords à cet égard ont été conclus avec l'Égypte et Israël et des pourparlers sont en cours avec le Maroc et la Tunisie.

- **Libéralisation progressive du commerce des services** conformément au Protocole-cadre non contraignant adopté à Istanbul en 2004<sup>43</sup> sur les négociations d'accords relatives aux services et au droit d'établissement à l'échelle régionale. Des négociations sont en cours avec quatre partenaires (Le Maroc, l'Égypte, la Tunisie et Israël).

- **La Charte euro-méditerranéenne de l'entreprise**<sup>44</sup>, aussi adoptée à Istanbul par les ministres de l'Industrie,<sup>45</sup> établit une série d'orientations pour la promotion du secteur privé et de l'esprit d'entreprise par l'amélioration de l'environnement des entreprises. Les avancées obtenues dans ce domaine ont été évaluées dans une étude réalisée en 2008 dans laquelle figurent les profils de tous les pays partenaires<sup>46</sup>.

- **Intégration Sud-Sud.** L'accord d'Agadir<sup>47</sup>, accord de libre échange entre le Maroc, la Tunisie, l'Égypte et la Jordanie, n'est entré en vigueur qu'en janvier 2007 (alors qu'il était prévu au plus tard fin 2005) et n'a pas vraiment réussi à être mis en place en raison de l'existence de barrières non tarifaires entre ces pays.

<sup>41</sup> [http://ec.europa.eu/cip/index\\_fr.htm](http://ec.europa.eu/cip/index_fr.htm)

<sup>42</sup> Conclusions de la première Conférence ministérielle euroméditerranéenne sur la Société de l'information, Le Caire, 26-27 février 2008, [http://ec.europa.eu/information\\_society/activities/internationalrel/dialogue\\_coop/euromed/index\\_en.htm](http://ec.europa.eu/information_society/activities/internationalrel/dialogue_coop/euromed/index_en.htm).

<sup>43</sup> Lors de la quatrième réunion ministérielle euroméditerranéenne du Commerce ; voir les conclusions sur : [http://trade-info.cec.eu.int/doclib/docs/2004/july/tradoc\\_118199.pdf](http://trade-info.cec.eu.int/doclib/docs/2004/july/tradoc_118199.pdf).

<sup>44</sup> [http://ec.europa.eu/enterprise/policies/international/files/euromedcharter1949\\_fr.pdf](http://ec.europa.eu/enterprise/policies/international/files/euromedcharter1949_fr.pdf)

<sup>45</sup> Voir note 43 ci-dessus.

<sup>46</sup> « Rapport sur la mise en oeuvre de la Charte euroméditerranéenne pour l'entreprise. Évaluation 2008 de la politique de l'entreprise » [http://ec.europa.eu/enterprise/policies/international/files/2008\\_report\\_charter\\_fr.pdf](http://ec.europa.eu/enterprise/policies/international/files/2008_report_charter_fr.pdf).

<sup>47</sup> <http://www.agadiragreement.org>.

- Le **Protocole pan euro-méditerranéen de cumul des règles d'origine**<sup>48</sup> adopté par le Conseil de l'UE le 11 octobre 2005 a été appliqué aux quatre pays membres de l'Accord d'Agadir et à Israël.
- **Rapprochement des réglementations, de la législation technique et de l'évaluation de la conformité.** Des accords sectoriels bilatéraux en matière d'évaluation de la conformité et d'acceptation (ACAA) des produits industriels sont en pourparlers. Les Plans d'action pour le voisinage favorisent ce rapprochement, mais le rythme est encore très lent et la façon d'envisager la question est différenciée, donc partielle. La Conférence euro-méditerranéenne des ministres de l'Industrie tenue à Rhodes en septembre 2006 a appelé à une meilleure convergence des réglementations et a décidé d'ouvrir le programme communautaire sur « la compétitivité et l'innovation » (PCI) aux pays partenaires méditerranéens.
- L'établissement d'un mécanisme de règlement des différends n'a pas été mentionné dans le Plan quinquennal, mais fait l'objet de négociations (qui ont déjà pris fin dans le cas de la Tunisie).<sup>49</sup>

De façon générale, l'objectif de l'établissement d'une zone euro-méditerranéenne de libre-échange à l'horizon 2010 – tel qu'il est établi dans la Déclaration de Barcelone – est encore loin d'être atteint même si des progrès ont été enregistrés.

### **Création d'une banque de développement euro-méditerranéenne**

Le Programme de travail quinquennal a repris cette idée (lancée, à l'origine, en 2002, et qui avait débouché sur la création de la FEMIP), dans le but d'étudier « *en décembre 2006, sur la base d'une évaluation de l'efficacité de la FEMIP, l'éventuelle création d'une filiale détenue majoritairement par la BEI et spécialisée dans les pays partenaires méditerranéens* ». La Commission européenne a publié une communication reprenant cette évaluation<sup>50</sup>. Après avoir estimé positive la contribution de la FEMIP aux investissements dans la région, il est cependant recommandé de faire plus pour encourager le développement du secteur privé, en particulier celui des PME, ainsi que resserrer les liens avec la Politique européenne de voisinage.

Suite à cette évaluation, les ressources de crédit de la FEMIP ont été accrues et son mandat élargi, mais la création d'une institution financière de développement proprement dite a été écartée pour des raisons techniques et politiques.

### **Accroissement important du volume des investissements dans les pays du PEM**

Les programmes régionaux ANIMA et Med Invest ont suivi cette orientation (voir la section 6.2 ci-après), mais la crise financière mondiale et la chute des prix des hydrocarbures à l'échelle internationale (depuis 2005 on avait enregistré un boom de l'investissement étranger direct en provenance des pays du Golfe dans la région) ont déçu les attentes à cet égard.

<sup>48</sup> Sur le système paneuroméditerranéen de cumul des règles d'origine, voir

[http://ec.europa.eu/taxation\\_customs/customs/customs\\_duties/rules\\_origin/preferential/article\\_783\\_fr.htm](http://ec.europa.eu/taxation_customs/customs/customs_duties/rules_origin/preferential/article_783_fr.htm)

<sup>49</sup> Communication de la Commission sur la « Mise en oeuvre de la Politique européenne de voisinage en 2008. Rapport sur les progrès sectoriels », COM(2009) 522/2, 23/04/2009. Cette communication offre en annexe une série d'indicateurs de progrès.

<sup>50</sup> COM(2006)592 final, of 17.10.2006, « Revue de la facilité euroméditerranéenne d'investissement et partenariat (FEMIP) et options pour l'avenir », <http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=COM:2006:0592:FIN:FR:PDF>

## **Promouvoir la durabilité environnementale et mettre en place la Stratégie méditerranéenne de développement durable**

La troisième Conférence ministérielle euro-méditerranéenne de l'environnement a eu lieu au Caire en novembre 2006<sup>51</sup>. La décision principale prise à cette occasion a été l'adoption, à l'horizon 2020, du Programme pour la dépollution de la Mer Méditerranée qui est devenu plus tard un programme régional (voir Section 6.3). Une étude détaillée par secteur et par pays réalisée par la Banque européenne d'investissement<sup>52</sup> et financée par le fond de soutien de la FEMIP a identifié les 44 « points critiques » de la question, ou projets prioritaires, qui requerraient un investissement total (coût des projets) de 2.1 milliards d'euros. Ce projet fait maintenant partie des six projets régionaux de l'Union pour la Méditerranée.

## **Lancement avant 2007 d'au moins deux projets mettant en œuvre la méthodologie de la politique régionale européenne dans deux régions-pilotes**

Au lieu d'une approche en termes de projets pilotes, une version simplifiée de la méthodologie de la politique régionale été introduite pour tous les projets et programmes de coopération transfrontalière qui suppose une implication des autorités locales et régionales des États membres de l'UE et des pays partenaires (voir section 6.4). Les programmes de coopération transfrontalière se trouvant actuellement dans leur phase initiale, il est impossible d'en faire une évaluation.

## **Développer un réseau régional d'infrastructures de transports**

La première Conférence ministérielle euro-méditerranéenne des transports<sup>53</sup> s'est déroulée à Marrakech en décembre 2005. Lors du Forum Euromed Transport<sup>54</sup>, tenu à Bruxelles en mai 2007, un Plan d'action régional de transport pour la Méditerranée (PART) a été approuvé pour la période 2007-2013<sup>55</sup>. Il prévoit 34 actions dans un certain nombre de domaines « *incluant le transport maritime, le transport routier, le transport ferroviaire, l'aviation civile, le transport multimodal et les réseaux d'infrastructures de transport, ainsi que les questions relatives à la durabilité. Ces actions sont mises en œuvre par les gouvernements des États partenaires dans le cadre de leurs politiques et de leurs stratégies nationales ou, au niveau multilatéral, par la coopération et l'échange d'information* ». Le Forum euro-méditerranéen du transport, en tant que plate-forme centrale de discussion, de suivi et de mise à jour périodique du PART, publiera un rapport à mi-parcours sur les progrès du PART à la fin de l'année 2009 et un rapport d'évaluation finale courant 2013. La Commission européenne agit en tant que secrétariat du Forum et fournit l'appui nécessaire à l'élaboration des rapports et à leur mise à jour.

<sup>51</sup> Conclusions de la troisième Conférence ministérielle euroméditerranéenne sur l'environnement, Le Caire, 20 novembre 2006, [http://ec.europa.eu/environment/enlarg/med/pdf/cairo\\_declaration\\_fr.pdf](http://ec.europa.eu/environment/enlarg/med/pdf/cairo_declaration_fr.pdf)

<sup>52</sup> Horizon 2020 – Elaboration d'un programme d'investissement pour l'élimination des principales sources de pollution en Méditerranée: <http://www.eib.org/projects/publications/horizon-2020-hot-spot-investment-programme.htm?lang=-fr>

<sup>53</sup> Conclusions de la conférence euroméditerranéenne des Ministres du transport, Marrakech, 12 décembre 2005, <http://www.euromedtransport.org/388.0.html>.

<sup>54</sup> Site web du projet Euromed Transport : <http://www.euromedtransport.org/>,

<sup>55</sup> Voir [http://www.euromedtransport.org/fileadmin/download/maincontract/f8/f8\\_RTAP.pdf](http://www.euromedtransport.org/fileadmin/download/maincontract/f8/f8_RTAP.pdf),

## Mettre en oeuvre des projets sous-régionaux dans le secteur énergétique pour promouvoir le marché euro-méditerranéen de l'énergie.

Cet objectif devrait inclure l'intégration progressive des réseaux électriques du Maghreb et du Machrek, l'intégration des réseaux de gaz du Proche-Orient et plusieurs connexions d'oléoducs. Un Forum euro-méditerranéen de l'énergie s'est tenu à Bruxelles en septembre 2006, suivi par la cinquième réunion ministérielle euro-méditerranéenne de l'énergie (Chypre, décembre 2007)<sup>56</sup> qui a décidé d'un Plan d'action prioritaire qui prévoit : (1) d'améliorer l'harmonisation des marchés de l'énergie et des législations en la matière et poursuivre l'intégration desdits marchés dans la région euro-méditerranéenne, (2) de promouvoir le développement durable dans le secteur énergétique, (3) de mettre en place des initiatives présentant un intérêt commun dans des domaines clés tels que l'extension des infrastructures et le financement des investissements. Une conférence ministérielle spécifique sur le renforcement de la coopération énergétique entre l'Union européenne, la Turquie, le Machrek et l'Iraq a eu lieu à Bruxelles en mai 2008<sup>57</sup>.

Le Corridor sud de l'énergie et des transports, impliquant les pays de l'UE, du Machrek et du Proche-Orient (en particulier la Turquie et l'Égypte) ainsi que des partenaires d'Asie centrale et du Caucase méridional, a été lancé lors d'un sommet à Prague le 8 mai 2009.<sup>58</sup>

## Stratégie euro-méditerranéenne de l'eau

Secteur pour lequel le Plan de travail quinquennal n'avait prévu aucune action spécifique et qui semblait pâtir d'un certain essoufflement sur le plan de la coopération ; il est cependant vite devenu l'une des grandes priorités de l'Union pour la Méditerranée. Le Sommet de Paris a en effet confié aux ministres euro-méditerranéens le mandat de « *définir une stratégie de l'eau pour la Méditerranée qui défendra la préservation des ressources hydriques, la diversification des ressources d'approvisionnement en eau et l'utilisation rationnelle et durable de l'eau* ». Malgré un retard initial dû à l'annulation de la Conférence ministérielle euro-méditerranéenne de l'eau (qui avait été prévue pour octobre 2008), la conférence ministérielle euro-méditerranéenne de l'eau qui s'est finalement tenue en Jordanie en décembre 2008<sup>59</sup> et a approuvé un plan très détaillé pour la définition d'une Stratégie de long terme pour l'eau en Méditerranée. Cette stratégie devrait adopter une approche intégrée, comprenant des objectifs tant qualitatifs que quantitatifs, attestant d'un engagement volontariste pour l'atteinte de ces finalités et étudiera les instruments les plus appropriés pour atteindre les objectifs qu'elle vise et ce avant que ne se tienne la Conférence ministérielle de l'eau de 2010 et afin pouvoir soumettre le tout au sommet de l'Union pour la Méditerranée au cours de la même année. Les ministres se sont accordés à mettre en fonctionnement, dès 2009, un programme d'information, de planification et d'évaluation des politiques de l'eau, de développement des capacités, et d'échange de savoir-faire et de connaissances en la matière.

<sup>56</sup> Déclaration ministérielle sur le partenariat euroméditerranéen de l'énergie, Limassol, Chypre, <http://www.consilium.europa.eu/uedocs/NewsWord/fr/misc/97905.doc>

<sup>57</sup> Voir la déclaration conjointe sur : [http://ec.europa.eu/external\\_relations/energy/events/coop\\_conf\\_0508/joint\\_statement\\_050508\\_en.pdf](http://ec.europa.eu/external_relations/energy/events/coop_conf_0508/joint_statement_050508_en.pdf).

<sup>58</sup> Voir la Déclaration du sommet sur <http://www.eu2009.cz/scripts/file.php?id=48081&down=yes>.

<sup>59</sup> Conclusions de la Conférence ministérielle euroméditerranéenne sur l'eau, Amman, 22 décembre 2008, [http://www.medaquaministerial2008.net/dcl/Water\\_-\\_EN\\_FINAL\\_265-08\\_.pdf/download](http://www.medaquaministerial2008.net/dcl/Water_-_EN_FINAL_265-08_.pdf/download).

## **Coopérer pour maximiser l'impact du tourisme sur la création de l'emploi, le développement des infrastructures et la compréhension interculturelle tout en garantissant la durabilité environnementale.**

Tel est le principal objectif établi par la première Conférence ministérielle euro-méditerranéenne sur le tourisme tenue à Fès en avril 2008.<sup>60</sup> Dorénavant, une conférence aura lieu tous les deux ans dans ce domaine et les ministres ont décidé que les hauts fonctionnaires du tourisme se réuniront pour préparer un Programme de travail qu'ils auront à présenter à la prochaine Conférence ministérielle euroméditerranéenne sur le tourisme.

## **Promouvoir une coopération efficace en matière de santé**

C'est dans ce but que s'est tenue la Conférence ministérielle euro-méditerranéenne sur la santé en novembre 2008 au Caire<sup>61</sup>, qui s'est axée sur le développement de réponses collectives aux défis sanitaires communs de la région euro-méditerranéenne.

## **Vers une dimension sociale du partenariat euro-méditerranéen**

Une dimension du Partenariat euro-méditerranéen qui n'avait pas été spécialement prise en considération dans le Programme quinquennal, mais qui s'est beaucoup développée depuis 2005, est celle de l'emploi. En décembre 2007, un séminaire euro-méditerranéen sur l'emploi s'est déroulé à Bruxelles. Il a donné lieu à la première Conférence euro-méditerranéenne des ministres de l'emploi qui s'est tenue à Marrakech en novembre 2008.<sup>62</sup> Celle-ci a adopté un cadre d'action qui définit les objectifs et les questions à prendre en compte dans le domaine des politiques de l'emploi en Méditerranée. Un mécanisme de suivi a aussi été mis en place avec la création d'un Groupe de travail euro-méditerranéen sur l'emploi et le travail. Il est composé de représentants de haut niveau de tous les pays partenaires. Ce groupe se réunira au moins une fois par an. Il recueillera des informations et des données sur les tendances nationales et l'évolution des politiques, procèdera à l'inventaire et à l'échange des meilleures pratiques et examinera les questions qui se poseront lors de la mise en oeuvre du Cadre d'Action. Les pays partenaires fourniront au groupe les informations nécessaires pour élaborer, en 2010, un rapport de suivi sur les progrès accomplis dans la mise en oeuvre du cadre d'action. Par ailleurs, un Forum euro-méditerranéen de dialogue social permettra de consulter les partenaires sociaux tout au long de ce processus.

## **Renforcer l'étude d'impact des réformes économiques et de la coopération dans la région**

La principale initiative entreprise dans ce domaine est l'Étude d'impact de durabilité relative à la zone euro-méditerranéenne de libre-échange<sup>63</sup>, réalisée par un consortium piloté par l'Université de Manchester après consultation de la société civile et d'autres acteurs concernés. Le rapport final évalue les effets économiques, sociaux et environnementaux des zones euro-méditerranéennes de libre-échange pour quatre domaines (produits industriels, comme prévus dans les Accords de partenariat, agriculture, services et intégration Sud-Sud).

<sup>60</sup> Conclusions de la Conférence euroméditerranéenne des ministres du tourisme Fès, 2-3 Avril 2008, [http://ec.europa.eu/external\\_relations/euromed/conf/tourism/index\\_en.htm](http://ec.europa.eu/external_relations/euromed/conf/tourism/index_en.htm).

<sup>61</sup> Conclusions de la Conférence ministérielle euroméditerranéenne sur la santé, Le Caire, 17 novembre 2008, [http://www.ue2008.fr/webdav/site/PFUE/shared/import/1116\\_Conference\\_ministerielle\\_euro\\_mediterraneenne\\_sante/Euromed\\_Sante\\_Declaration\\_FR.pdf](http://www.ue2008.fr/webdav/site/PFUE/shared/import/1116_Conference_ministerielle_euro_mediterraneenne_sante/Euromed_Sante_Declaration_FR.pdf).

<sup>62</sup> Conclusions de la première Conférence euroméditerranéenne des ministres de l'emploi, Marrakech, 9-10 novembre 2008, [http://ec.europa.eu/external\\_relations/euromed/conf/employment\\_health\\_conclusions\\_1108\\_fr.pdf](http://ec.europa.eu/external_relations/euromed/conf/employment_health_conclusions_1108_fr.pdf)

<sup>63</sup> <http://www.sia-trade.org/emfta/fr/>



Le défi à relever consiste maintenant à mettre en œuvre un mécanisme régional de suivi et de supervision multilatéral afin d'évaluer les avancées obtenues dans chacun de ces domaines.

### 4.3 Enseignement et échanges socioculturels

L'objectif principal dans ce domaine était d'« améliorer l'accès équitable à un enseignement de qualité conformément aux objectifs du Millénaire pour le développement et aux objectifs Éducation pour tous ». Pour y parvenir, sept objectifs intermédiaires et quatorze actions ont été définis. Les objectifs étaient dans certains cas très explicites et quantitatifs :

- a) Réduire de moitié le nombre d'adultes et d'enfants illettrés des deux sexes d'ici à 2010 ;
- b) Garantir l'égalité d'accès à un enseignement de qualité à tous les niveaux pour les élèves des deux sexes d'ici à 2015 ;
- c) Veiller, d'ici à 2015, à ce que tous les enfants achèvent au moins le cycle d'études primaires ;
- d) Réduire les disparités entre les États euro-méditerranéens dans les performances des systèmes éducatifs, sur la base de critères retenus au niveau international ;
- e) Accroître le taux d'achèvement pour les différents niveaux de l'enseignement, notamment pour les filles et les élèves ayant des besoins spécifiques ;
- f) Augmenter le taux d'activité des diplômés de l'enseignement supérieur efficace et de grande qualité et une coopération accrue entre l'enseignement supérieur et la recherche ;
- g) Mieux faire connaître et comprendre les différentes cultures et civilisations de la région notamment par le biais de la conservation et de la restauration du patrimoine culturel.

**Dans le domaine de l'enseignement :** malgré l'engagement « d'augmenter sensiblement le financement affecté à l'enseignement dans la région méditerranéenne, à travers des programmes d'assistance de l'UE et les programmes nationaux des partenaires méditerranéens, et de faire de l'éducation un secteur prioritaire dans le cadre de l'IEVP », les avancées ont été, jusqu'à maintenant, plutôt lentes. La récente publication de Medstat sur « la formation et l'emploi dans la région du Nord et du Sud de la Méditerranée » présente une vue d'ensemble statistique officielle des progrès accomplis dans ce domaine<sup>64</sup>.

**Dans le domaine de l'enseignement technique et de la formation professionnelle** et l'adéquation de l'enseignement primaire et secondaire aux besoins du marché du travail, la principale initiative entreprise a été le Programme régional « Éducation, formation, emploi » (voir ci-après la section 6.4). La publication récente de Medstat sur « La formation et l'emploi dans la région Nord et Sud de la Méditerranée » présente un panorama statistique officiel des progrès accomplis dans ce domaine.

<sup>64</sup> MEDSTAT (2008): *Training and Employment in the Northern and Southern Mediterranean Region*, 20 pp.



**Dans le domaine de l'enseignement supérieur**, malgré l'existence de Programmes régionaux comme Tempus et Erasmus Mundus (voir ci-dessous la section 6.4), l'objectif de créer une Zone euro-méditerranéenne de l'enseignement supérieur avec une « *norme de qualification en matière universitaire transférables dans la région euro-méditerranéenne* » (le « Bologne euro-méditerranéen ») reste encore loin. Cela dit, des premiers pas ont été franchis. La première Conférence ministérielle euro-méditerranéenne sur l'Enseignement supérieur et la recherche scientifique<sup>65</sup> a eu lieu au Caire en juin 2007 (une deuxième est prévue pour 2009) et la Déclaration du Caire a été adoptée. Elle met l'accent sur la reconnaissance des unités de valeur et des diplômes, sur les doubles diplômes, la mobilité et les échanges entre étudiants et l'amélioration de la qualité de l'enseignement. En outre, un Forum universitaire permanent euro-méditerranéen (EPUF)<sup>66</sup> a été créé suite à la première Conférence euro-méditerranéenne des recteurs d'universités tenue à Tampere (Finlande) en octobre 2006, et à d'autres réunions (antérieures) tenues à Tarragone (Espagne) en juin 2005, à Malte en juin 2006 et à Alexandrie en juin 2007 (voir la Déclaration d'Alexandrie sur la zone euro-méditerranéenne de l'enseignement supérieur).

**Dans le domaine de la culture**, la première Conférence euro-méditerranéenne des ministres de la culture<sup>67</sup> a eu lieu à Athènes en mai 2008. Elle a permis de lancer un processus qui devrait déboucher, dans un délai de deux ans, sur une nouvelle Stratégie culturelle euro-méditerranéenne qui englobera la coopération tant en termes de « dialogue entre les cultures » qu'en termes de « politique culturelle ». Cette stratégie devrait favoriser la dimension culturelle du partenariat euro-méditerranéen d'une façon innovatrice et concrète et, conformément aux conclusions des ministres, elle devrait comprendre un large éventail d'actions.

Quant aux autres actions entreprises dans le domaine de l'éducation et des échanges socioculturels, (« élargir l'accès à l'Internet et créer une Bibliothèque virtuelle », y compris au moyen de traduction entre l'arabe et les langues européennes, « lancer un important programme de bourses pour les étudiants universitaires en provenance des pays du Partenariat euro-méditerranéen », « intensifier le dialogue entre les jeunes au moyen d'une Plateforme euro-méditerranéenne de la jeunesse et encourager les échanges de jeunes », « agir de concert pour combattre la discrimination, le racisme et la xénophobie » et « renforcer la contribution médias au développement du dialogue interculturel »), elles sont essentiellement abordées via les programmes régionaux euro-méditerranéens décrits ci-dessous (voir section 6). C'est aussi le cas de « la meilleure participation de la société civile au Partenariat euro-méditerranéen ».

<sup>65</sup> Conclusions de la première Conférence ministérielle euroméditerranéenne sur l'Enseignement supérieur et la Recherche scientifique Le Caire, 22 juin 2007, <http://www.euromedinfo.eu/site.170.news.en.1566.html?PHPSESSID=30cd3318d231f2f2affb84b3984052ab>.

<sup>66</sup> <http://www.epuf.org>.

<sup>67</sup> Conclusions de la première conférence euroméditerranéenne des ministres de la culture, Athènes 29 et 30 mai 2008, [http://ec.europa.eu/external\\_relations/euromed/docs/culture\\_concl\\_0508\\_en.pdf](http://ec.europa.eu/external_relations/euromed/docs/culture_concl_0508_en.pdf).

## 4.4 Migrations, intégration sociale, justice et sécurité

Le programme de travail quinquennal du Sommet de Barcelone (28 novembre 2005) a lancé un appel en faveur d'une coopération accrue dans les domaines des migrations, de l'intégration sociale, de la justice et de la sécurité et cela selon une approche globale et intégrée.

Dans ce chapitre, 6 objectifs ont été définis :

- a) Améliorer les possibilités de migration légale et œuvre à la facilitation de la circulation légale des personnes étant entendu qu'elles ouvrent des perspectives de croissance économique ; encourager les politiques de traitement équitable et d'intégration en faveur des immigrants en situation régulière ; faciliter le flux des transferts financiers effectués par les migrants et prendre en compte le phénomène de la « fuite des cerveaux » ;
- b) Réduire sensiblement le niveau de l'immigration clandestine, de la traite des êtres humains et des décès résultant du franchissement des mers et des frontières dans des conditions dangereuses ;
- c) Continuer de travailler à la modernisation et à l'efficacité en matière d'administration de la justice et faciliter l'accès à la justice des citoyens ;
- d) Intensifier la coopération judiciaire, y compris sur les questions transfrontalières.
- e) Favoriser le règlement des problèmes à l'intérieur des couples mixtes et les affaires de garde d'enfants et encourager la coopération conformément aux principes de la Convention des Nations unies sur les droits de l'enfant de 1989 et la législation nationale ;
- f) Encourager la ratification et la mise en œuvre des conventions des Nations unies en matière de lutte contre la criminalité organisée et le trafic de drogues et améliorer la coopération entre services répressifs.

Pour contribuer à la réalisation de ces objectifs, il a été décidé de :

- a) Tenir une réunion ministérielle pour traiter de toutes les questions relatives aux migrations.
- b) Elaborer des dispositifs permettant une coopération concrète et la mise en commun d'expériences concernant la gestion des flux migratoires, intensifier le dialogue avec les pays d'origine et les pays de transit, étudier les différentes options envisageables pour la fourniture d'une assistance aux pays d'origine et de transit ;
- c) Encourager les régimes qui permettent aux immigrants d'envoyer des fonds vers leur pays d'origine de manière plus sûre, plus facile, plus économique et efficace ;
- d) Développer des moyens permettant de soutenir le renforcement des capacités des institutions nationales compétentes pour les expatriés dans les pays partenaires ;
- e) Améliorer les possibilités d'immigration légale et favoriser l'intégration des immigrants ;
- f) Renforcer la coopération en matière de lutte contre l'immigration clandestine. Cette coopération devrait couvrir tous les aspects de l'immigration clandestine comme la négociation de différents types d'accords de réadmission, la lutte contre la traite des êtres humains et les réseaux qui y sont liés, ainsi que d'autres formes d'immigration clandestine et le renforcement des capacités en matière de gestion des frontières d'immigration.
- (g) Renforcer les contacts, la formation et l'assistance technique des professionnels du domaine judiciaire et légal sur la base du programme Euromed Justice ;

(h) Développer les contacts, la formation et l'assistance technique pour les membres des services de police et des services répressifs en tirant partie des Plans d'action de la politique européenne de voisinage et du Programme Euromed police, la constitution de réseaux dans la région euro-méditerranéenne étant encouragée et l'expertise d'Europol étant mise à contribution.

En décembre 2005, le conseil européen a adopté une nouvelle « Approche globale sur la question des migrations <sup>68</sup> » et a décidé qu'en 2006 les actions prioritaires devraient être axées sur l'Afrique et la Méditerranée. Dans ses conclusions, le Conseil européen signalait que « *le programme de travail sur la migration et le développement s'intensifiera au moyen d'une cohérence accrue entre les différentes politiques de l'Union, y compris au niveau de ses instruments financiers, afin de traiter les causes profondes des migrations* <sup>69</sup> ».

Lors de la huitième Conférence euro-méditerranéenne des ministres des affaires étrangères, tenue à Tampere en novembre 2006,<sup>70</sup> les ministres ont souligné le besoin « *d'envisager les flux migratoires dans une optique mondiale et équilibrée, propre à bénéficier les peuples de toute la région méditerranéenne tout en respectant les droits des migrants* » et d'intensifier la coopération sur tous les aspects de la migration entre toutes les parties concernées, y compris la lutte contre la traite des êtres humains et « *les négociations des différents types d'accords de réadmission* ». Les ministres ont pris note du travail de l'agence FRONTEX<sup>71</sup> et ils ont décidé d'organiser une réunion ministérielle euro-méditerranéenne sur la migration en 2007 (voir ci-dessous).

La neuvième Conférence euro-méditerranéenne des ministres des affaires étrangères,<sup>72</sup> tenue à Lisbonne les 18 et 19 novembre 2007, a souligné « *le besoin d'un progrès soutenu de tous les partenaires pour atteindre l'objectif stratégique d'optimiser les avantages économiques et sociaux de la migration pour les pays d'origine, de transit et de destination, et d'une coopération pour faire face de manière efficace à l'immigration clandestine* ». Les ministres ont approuvé un mandat adressé aux hauts fonctionnaires pour que ceux-ci entament une réflexion sur les modalités et les moyens d'augmenter la valeur ajoutée de la coopération régionale dans les domaines de la justice et de la sécurité, conformément au programme de travail quinquennal. Dans les conclusions, deux initiatives internationales sont aussi mentionnées : la Réunion ministérielle euroafricaine sur la migration et le développement (Rabat, 10 et 11 juillet 2006) et la Réunion ministérielle UE-Afrique sur la migration et le développement qui s'est tenue à Tripoli les 22 et 23 novembre 2006.

<sup>68</sup> Conclusions de la présidence du Conseil européen de Bruxelles (15/16 décembre 2005).

[http://www.consilium.europa.eu/ueDocs/cms\\_Data/docs/pressData/fr/ec/87645.pdf](http://www.consilium.europa.eu/ueDocs/cms_Data/docs/pressData/fr/ec/87645.pdf), Annexe I.

<sup>69</sup> Conclusions de la présidence du Conseil européen de Bruxelles (15/16 décembre 2006) « Une approche globale sur la question des migrations ». [http://www.consilium.europa.eu/ueDocs/cms\\_Data/docs/pressData/fr/ec/87645.pdf](http://www.consilium.europa.eu/ueDocs/cms_Data/docs/pressData/fr/ec/87645.pdf)

<sup>70</sup> Conclusions de Tampere : [http://www.consilium.europa.eu/ueDocs/cms\\_Data/docs/pressData/en/er/91928.pdf](http://www.consilium.europa.eu/ueDocs/cms_Data/docs/pressData/en/er/91928.pdf).

<sup>71</sup> Règlement (CE) n° 2007/2004 du Conseil du 26 octobre 2004 portant création d'une Agence européenne pour la gestion de la coopération opérationnelle aux frontières extérieures des États membres de l'Union européenne. <http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=CELEX:32004R2007:FR:HTML>

<sup>72</sup> Conclusions approuvées par la neuvième Conférence euroméditerranéenne des ministres des affaires étrangères, Lisbonne, 5-6 novembre 2007, <http://www.eu2007.pt/NR/rdonlyres/FF7CA6E4-5980-4B3A-A3B6-00D072967697/0/9ReuniaoEuromedMNES.pdf>.

**La première réunion ministérielle euro-méditerranéenne sur la migration**<sup>73</sup> s'est tenue à Albufeira (Algarve) le 19 novembre 2007 sous présidence portugaise. Durant cette réunion, des conclusions politiques et opérationnelles ont été approuvées. Par ailleurs, la simplification des procédures pour la circulation légale est considérée comme un élément essentiel de la coopération « *car nous sommes conscients de l'effet globalement positif de la migration légale en termes de développement* ». Il a donc été proposé « *d'analyser les possibilités visant à faciliter et simplifier les procédures de migration légale pour les demandeurs d'emploi, dans le but d'améliorer les canaux légaux de migration* ». Les efforts devraient porter sur « *les différentes catégories de travailleurs légaux incluant aussi différentes formes de mobilité telle que la migration circulaire et temporaire, en tenant compte des besoins des marchés du travail des pays méditerranéens ainsi que leurs besoin en terme de développement*<sup>74</sup> ». Une série de mesures a aussi été adoptée : la création d'un Groupe de travail sur la migration et les marchés de l'emploi, l'introduction de formations pour les travailleurs migrants, de formations professionnelles et de cours de langue pour les migrants potentiels avant leur départ, la tenue d'un séminaire sur les transferts de fonds et les opportunités de microcrédit, l'organisation de formations sur les méthodes de détection et d'identification des documents d'identité et de voyage falsifiés ou contrefaits, sur l'amélioration des capacités de contrôle des flux de sortie et sur le renforcement des liens entre la lutte contre la migration clandestine et le respect des instruments internationaux applicables. Les ministres se sont engagés à tenir des réunions périodiques via la mise en place de task forces au niveau des hauts fonctionnaires et des experts dans le but de mettre en œuvre les actions et de contrôler leur progrès.

La coopération dans le domaine de la justice, la sécurité et la migration est aussi un thème prioritaire dans le cadre de la PEV. Par exemple, dans sa Communication de 2006 « relative au renforcement de la Politique européenne de voisinage »<sup>75</sup>, la Commission européenne a identifié les « lignes d'action » suivantes en termes de « mobilité et de migration ».

- Assouplir les procédures en matière de délivrance de visas et supprimer les obstacles aux voyages effectués pour des motifs légitimes (notamment à des fins commerciales, éducatives, touristiques et officielles).
- Agir dans le cadre d'une approche globale assurant une bonne gestion de la mobilité et des migrations, en s'employant à régler les questions de la réadmission, de la coopération dans la lutte contre l'immigration clandestine et d'une gestion efficace des frontières.

Dans sa communication de 2007 « Une politique européenne de voisinage forte »<sup>76</sup> la Commission européenne a signalé que « *la promotion de la mobilité ira de pair avec l'engagement de nos partenaires d'accroître la sécurité, la justice et la lutte contre la migration clandestine, avec les efforts visant à renforcer la capacité de nos voisins de traiter les flux migratoires entrants et avec la sécurité des documents* ». C'est pourquoi, la Commission pressait le Conseil européen et le Parlement européen d'adopter son « *paquet* » 2006 de propositions

<sup>73</sup> Conclusions de la première réunion ministérielle euroméditerranéenne sur la migration, Albufeira (Algarve) 19 novembre 2007. [http://www.eu2007.pt/UE/vEN/Noticias\\_Documentos/20071119Conclusoeseuromed.htm](http://www.eu2007.pt/UE/vEN/Noticias_Documentos/20071119Conclusoeseuromed.htm).

<sup>74</sup> Première Conférence euroméditerranéenne des ministres de l'emploi à Marrakech, novembre 2008, voir Section 4.2.

<sup>75</sup> COM(2006)726 fin, 4 décembre 2006, [http://ec.europa.eu/world/enp/pdf/com06\\_726\\_fr.pdf](http://ec.europa.eu/world/enp/pdf/com06_726_fr.pdf)

<sup>76</sup> COM(2007) 774 fin, 05/12/2007, [http://ec.europa.eu/world/enp/pdf/com07\\_774\\_fr.pdf](http://ec.europa.eu/world/enp/pdf/com07_774_fr.pdf)

*législatives qui vise à revoir la politique européenne en matière de visas, à assurer un plus haut degré de sécurité au sein de la zone commune et à simplifier les procédures pour les demandeurs de visas. »*

Il faut souligner que cette question est l'un des domaines prioritaires du Programme indicatif régional 2007-2013<sup>77</sup> qui identifie une série de projets et programmes concrets (voir Section 6).

---

<sup>77</sup> Document de stratégie régionale (2007-2013) et Programme indicatif régional (2007-2010) de l'IEVP pour le PEM, [http://ec.europa.eu/world/enp/pdf/country/enpi\\_euromed\\_rsp\\_fr.pdf](http://ec.europa.eu/world/enp/pdf/country/enpi_euromed_rsp_fr.pdf).

## 5. Le Programme de travail pour 2009 (Conférence de Marseille)

En novembre 2008, dans le cadre de la Conférence euro-méditerranéenne des ministres des Affaires étrangères<sup>78</sup> de Marseille, plusieurs décisions ont été adoptées en ce qui concerne la structure institutionnelle de l'UpM, le programme de travail pour 2009, les domaines de coopération et l'état des progrès dans la mise en oeuvre des projets approuvés à Paris en juillet 2008.

Les ministres se sont accordés sur le fait que « *des mesures importantes doivent être prises en 2009, il conviendra de franchir des pas importants pour mettre en œuvre le Programme de travail quinquennal de Barcelone et la Déclaration du Sommet de Paris afin de faire progresser le processus d'intégration régionale* ». Un programme de travail pour 2009 a donc été adopté ainsi qu'une liste indicative de réunions ministérielles<sup>79</sup>. Soulignons que quatre de ces réunions ministérielles devaient être tenues pour la première fois. Elles concernaient : « Les projets de développement durable », « La sécurité alimentaire, l'agriculture et le développement rural », « La justice, la liberté et la sécurité » et « Le Développement humain ».

Les **domaines de coopération qui devaient être relancés en 2009** sont les suivants :

**A. Dialogue politique et de sécurité** (Bilan régulier de la situation politique au Proche-Orient ; mise en oeuvre du Code de conduite en matière de lutte contre le terrorisme ; approfondissement du dialogue sur la PESD et les questions de sécurité ; renforcement de la démocratie et du pluralisme politique par le développement de la participation à la vie politique ; approfondissement du dialogue régional sur la coopération commune, les bonnes pratiques et les échanges d'expérience dans le domaine des élections ; jeter les bases d'un programme à long terme : le Programme Euromed pour la prévention, la réduction et la gestion des catastrophes naturelles ou d'origine humaine (2008-2011).

**B. Sécurité maritime** (Un forum de services de gardes-côtes méditerranéens et, le cas échéant, de services maritimes pourrait être organisé en 2009 ; les ministres recommandent d'étudier la possibilité d'élaborer de nouvelles initiatives dans ce domaine)

<sup>78</sup> Processus de Barcelone : Union pour la Méditerranée, Conférence des ministres, Déclaration finale, Marseille, 3-4 novembre. 2008, [http://ue2008.fr/webdav/site/PFUE/shared/import/1103\\_ministerielle\\_Euromed/Declaration\\_finale\\_Union\\_mediterranee\\_FR.pdf](http://ue2008.fr/webdav/site/PFUE/shared/import/1103_ministerielle_Euromed/Declaration_finale_Union_mediterranee_FR.pdf)

<sup>79</sup> La liste indicative est la suivante : - La 3ème réunion ministérielle euroméditerranéenne sur l'eau. - La 1ère réunion ministérielle euroméditerranéenne sur les projets de développement durables - La 6ème réunion ministérielle euroméditerranéenne sur les transports et le développement urbain - La 2ème réunion ministérielle euroméditerranéenne sur l'enseignement supérieur et la recherche scientifique - La 6ème conférence ministérielle euroméditerranéenne sur l'énergie - La 4ème réunion ministérielle euroméditerranéenne sur l'environnement - La 2ème réunion ministérielle euroméditerranéenne sur le renforcement du rôle des femmes dans la société - La conférence annuelle Euromed sur la transition économique - La 9ème réunion ministérielle de la FEMIP - La 5ème réunion ministérielle ECOFIN euroméditerranéenne - La 8ème conférence ministérielle euroméditerranéenne des ministres du Commerce - La 1ère réunion ministérielle euroméditerranéenne sur la sécurité alimentaire, l'agriculture et le développement rural. - La première réunion ministérielle euroméditerranéenne sur la justice, la liberté et la sécurité - La 11ème réunion ministérielle euroméditerranéenne consacrée aux affaires étrangères. - La première réunion ministérielle euroméditerranéenne sur le développement humain.

### C. Partenariat économique et financier

- **Énergie** (Initiatives sont en cours telles que la coopération UE-Machreq dans le secteur du gaz, l'intégration des marchés de l'électricité au Maghreb, la coopération trilatérale en matière d'énergie entre la CE, Israël et l'Autorité palestinienne [y compris le projet « Énergie solaire pour la paix »] et la coopération entre les régulateurs de l'énergie de la région euro-méditerranéenne (MED-REG). Parvenir à réduire la pauvreté énergétique dans le cadre des Objectifs du Millénaire pour le développement).
- **Transport** (Suivi du Plan d'action régional sur les transports (PART) en Méditerranée).
- **Agriculture** (Une réunion ministérielle devrait définir et encourager des projets relatifs au développement durable en milieu rural, à la promotion des produits de qualité et à la coordination de la recherche agricole). Cette réunion devrait soutenir le renforcement des activités menées dans le domaine des normes sanitaires et phytosanitaires).
- **Développement urbain** (Participation des autorités régionales pour définir un calendrier adéquat).
- **Eau** (Les ministres sont convenus de définir la Stratégie concernant l'eau en Méditerranée).
- **Environnement** (Préparer la réunion ministérielle euro-méditerranéenne sur l'environnement prévue en 2009 ; étudier un processus d'élaboration d'une politique maritime harmonisée et la promotion d'une stratégie maritime pour la Méditerranée ; intensifier la coopération sur le changement climatique via la création d'un réseau Euromed sur le changement climatique).
- **Société de l'information** (Intensifier la coopération sur les questions réglementaires dans le secteur des communications électroniques, de la connectivité des réseaux et des plateformes de services et de la recherche concernant les TIC – Un plan d'action spécifique sera élaboré en vue de son approbation à la prochaine réunion du Forum euro-méditerranéen des hauts fonctionnaires prévu avant la fin de 2009).
- **Tourisme** (Mise en oeuvre d'actions de coopération dans les domaines de l'enseignement et de la formation professionnelle, du patrimoine culturel, du renforcement des capacités institutionnelles et de la promotion des investissements – Renforcer l'identification des opportunités d'investissements – Inviter la FEMIP à promouvoir le développement du tourisme – Un programme de travail sera soumis à la réunion ministérielle du Tourisme en 2010).
- **Création de la zone euro-méditerranéenne de libre-échange** (Les ministres ont chargé les hauts fonctionnaires de présenter une Feuille de route euro-méditerranéenne en matière de commerce jusqu'en 2010 et au-delà lors de la conférence des ministres du commerce de 2009 - Les négociations avec l'Égypte, le Maroc, la Tunisie et Israël sur la libéralisation du commerce des services et du droit d'établissement, entamées en 2008, se poursuivront en 2009. – Les négociations sur la création d'un mécanisme de règlement des différends plus efficace se poursuivront. – Les négociations avec l'Égypte et Israël sur la libéralisation des produits agricoles et les produits de la pêche ont récemment été menées à bien. Elles ont progressé avec le Maroc et ont été engagées avec la Tunisie - Les ministres ont souligné combien il est important de renforcer les capacités et le développement institutionnel en matière commerciale et de questions liées au commerce notamment par une assistance technique et financière pour les aider à se rapprocher de l'acquis lié au commerce).
- **Dialogue économique** (Lors de la Conférence de 2009, il est prévu de concentrer les débats sur la crise financière internationale. – Il est aussi prévu de traiter de la question de la crise des prix des produits alimentaires

dans le cadre d'une réunion ministérielle adéquate. – Le Réseau euroméditerranéen d'experts en finances publiques, lancé en 2008, se concentrera sur l'assainissement des finances publiques et la dépense publique – Amélioration du cadre juridique pour faciliter les transferts et la mobilisation des transferts des migrants en faveur de l'investissement).

- **Coopération industrielle** (Mise en oeuvre de la Charte euro-méditerranéenne pour l'entreprise. –Facilitation des échanges industriels, innovation, dialogue régional sur l'avenir du secteur textile et de l'habillement, et la promotion des investissements. Le thème du développement industriel durable sera ajouté aux sujets traditionnels – Proposition pour améliorer les procédures d'arbitrage : création d'une Cour d'arbitrage méditerranéenne).
- **Travaux en cours concernant la coopération en matière de statistiques** (Les ministres ont constaté qu'il était important des disposer de statistiques fiables pour pouvoir prendre des décisions).

#### **D. Coopération sociale, humaine et culturelle**

- **Définir une véritable dimension sociale** (Les ministres devraient approuver un cadre d'action définissant des objectifs-clefs en matière de politique de l'emploi, d'employabilité et de perspectives d'emploi décentes. Ce cadre concernera le renforcement de la participation des femmes au marché du travail, la non-discrimination et l'intégration des jeunes sur le marché du travail. – Les ministres de l'emploi devraient approuver la création d'un mécanisme de suivi efficace - Il conviendra d'intensifier la coopération entre les partenaires sociaux de toute la région euro-méditerranéenne. – Les ministres ont chargé les hauts fonctionnaires de déterminer les moyens de mettre en oeuvre l'objectif de faciliter la circulation légale des personnes).
- **Santé** (Une Réunion ministérielle euro-méditerranéenne sur la santé doit avoir lieu en Égypte le 17 novembre 2008).
- **Développement humain** (Les ministres ont chargé les hauts fonctionnaires de préparer la première Réunion ministérielle sur le développement humain. Elle devrait avoir lieu au Maroc en 2009 ou en 2010).
- **Vers un espace euro-méditerranéen de l'enseignement supérieur et de la recherche** (Inauguration de l'université euro-méditerranéenne de Slovénie. – Mise en oeuvre et suivi de la Déclaration du Caire grâce au renforcement du rôle du Comité de suivi de la coopération euro-méditerranéenne en matière de RTD et la création d'un Groupe d'experts sur l'enseignement supérieur doté d'un mandat précis pour réaliser les objectifs et les actions de la Déclaration – L'attention sera portée sur la mobilité universitaire, les mécanismes d'assurance - qualité et la reconnaissance des diplômes et des périodes d'études dans le but de développer des diplômes communs).
- **Promouvoir le dialogue entre les cultures et la diversité culturelle** (La troisième réunion euro-méditerranéenne des ministres de la culture (Athènes, 29-30 mai 2008), a lancé un processus qui devrait conduire, d'ici 2 ans, à une nouvelle Stratégie euro-méditerranéenne de la culture. Cette stratégie s'articulera sur le « dialogue entre les cultures » et la « politique culturelle ». La Fondation Anna Lindh améliorera sa capacité à promouvoir le dialogue interculturel, la diversité et la compréhension mutuelle. La conférence de lancement du Programme Euromed Heritage IV aura lieu à Marrakech début 2009).



- **Justice et Droit** (Les deux composantes du Programme Justice et affaires intérieures (2008-2011), à savoir la coopération dans le domaine de la justice (Euromed Justice II) et de la Police (Euromed Police II) ont débuté leurs activités).
- **Renforcer le rôle des femmes dans la société** (La deuxième Conférence ministérielle sur ce sujet se tiendra au Maroc en 2009). – Un autre groupe de travail thématique sera organisé pour tenir compte de tous les piliers agréés durant la réunion ministérielle d'Istanbul sur « Les droits sociaux des femmes et le développement durable » et « Les droits des femmes dans le domaine culturel et le rôle de la communication et des médias »).
- **EuroMed Jeunesse** (Le Programme Euromed Jeunesse IV se poursuivra en lien avec le Programme Jeunesse en action). Le nombre total des bénéficiaires des échanges de jeunes en provenance des Pays partenaires méditerranéens a été de 830 en 2007 et de 1 034 en 2008, et de 46 volontaires en 2007 et 43 volontaires en 2008.
- **Coopération avec la société civile et les acteurs locaux** (En 2008 un nouveau programme régional destiné à renforcer le rôle de la société civile a été mis en place - Tous les partenaires doivent appuyer les efforts visant à organiser les Forums civils. – Les ministres ont reconnu l'importance du rôle et de la contribution des Conseils économiques et sociaux et institutions similaires).
- **Accroître la visibilité du Partenariat** (Deuxième Programme régional d'information et de communication comportant quatre volets : activités dans le secteur des médias, formation et mise en réseaux des journalistes, campagne et sondages/enquêtes d'opinion. – Les consultations menées dans le cadre de l'initiative « Euromed et les médias » se poursuivront à travers les activités du groupe de travail et des réseaux (médias, écoles de journalisme et égalité des sexes). Plusieurs séminaires et ateliers traiteront de sujets en rapport avec les médias.
- **Migration** (La migration doit constituer une partie intégrante du partenariat régional. L'immigration légale, les migrations et le développement, la lutte contre l'immigration illégale sont des thèmes qui devraient être traités selon une approche approfondie, équilibrée et intégrée – Mise en oeuvre d'Euromed Migration II (2008-2011).

## Les projets de l'Union pour la Méditerranée

Les projets de l'Union pour la Méditerranée n'ont, à ce jour, pas encore été mis en oeuvre en raison du blocage politique et du manque d'engagements concrets du Sommet de Paris et de la réunion ministérielle de Marseille en ce qui concerne leur financement, même si des réunions préparatoires se sont déjà tenues sur chacun de ces projets. Tous les projets se trouvent en phase d'étude de préfaisabilité (analyse des obstacles entravant leur mise en oeuvre, et des réglementations nécessaires) qui sera suivie par l'identification de projets-pilotes. Seuls le projet de Protection civile (qui fait suite au Programme régional MEDA de protection civile 2004-2008, axé sur l'assistance technique et le développement des capacités) et le Projet de dépollution de la Méditerranée (en liaison avec l'Initiative Horizon 2010 décidée par les ministres euro-méditerranéens de l'environnement lors de la réunion du Caire en 2006) avancent vers leur phase opérationnelle.

Sur le plan financier, la situation ne paraît pas très claire. La Déclaration de Paris signalait au point 31 que « [...] l'Union pour la Méditerranée mobilisera des moyens de financement supplémentaires pour la région,

essentiellement par l'intermédiaire de projets régionaux et sous-régionaux. Sa capacité à attirer des moyens financiers supplémentaires en faveur de projets régionaux, assortie d'un haut niveau de coordination entre les donateurs, constituera sa valeur ajoutée, le financement provenant essentiellement des sources suivantes : participation du secteur privé ; contributions du budget de l'UE et de tous les partenaires ; contributions d'autres pays, d'institutions financières internationales et d'entités régionales ; facilité euro-méditerranéenne d'investissement et partenariat (FEMIP) ; enveloppe IEVP-Euro Med, facilité d'investissement dans le cadre de la politique de voisinage et instrument de coopération transfrontalière de l'IEVP, ainsi que les autres instruments applicables aux pays visés par l'initiative, pour lesquels les règles de sélection et de procédure habituelles resteront d'application. » Au point 14 de la Déclaration de Marseille, il est spécifié que : « Le financement et la mise en œuvre des projets seront assurés au cas par cas par les différents partenaires intéressés, selon leurs propres procédures et par des sous-groupes ad hoc ». Cela dit, l'avis émis par la Commission dans sa Communication de mai 2008 sur l'UpM (points 37-38) est toujours valable : « Sa valeur ajoutée dépendra très largement de sa capacité à attirer des ressources financières supplémentaires en faveur des projets régionaux. Il ne peut y avoir d'affectation préalable de fonds européens, mais certains projets répondant aux objectifs des programmes régionaux de l'UE peuvent être pris en considération pour un financement. En ce qui concerne le financement sur le budget de l'UE, les règles de sélection et de procédure habituelles des projets resteront d'application<sup>80</sup> ». Pour la période allant jusqu'en 2013, les Perspectives financières, donc l'allocation des fonds communautaires, ne peuvent pas être substantiellement modifiées.

En ce sens, la création d'un **Fond privé d'investissement INFRAMED** a été annoncée à la réunion de l'UpM tenue le 30 avril 2009 à Alexandrie. Il s'agit d'un mécanisme pionnier de partenariat public-privé qui servira au financement d'infrastructures dans toute la région. Trois caisses de dépôt (une française, une italienne et une marocaine) et un fond d'investissement du Proche-Orient se sont engagés à faire une contribution initiale de 400 millions d'euros. A la même occasion, la Banque mondiale a annoncé son engagement à verser 750 millions d'euros pour des projets dans le secteur de l'énergie solaire en Méditerranée.

<sup>80</sup> <http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=COM:2008:0319:FIN:FR:PDF>

## 6. Programmes multilatéraux euro-méditerranéens et de la PEV Q.1.5

Dans le cadre du Partenariat euro-méditerranéen, la coopération régionale complète les actions bilatérales menées dans le cadre des Accords d'association. La coopération multilatérale a une importance stratégique en ce sens qu'elle sert à promouvoir le dialogue, la coopération et l'intégration Nord-Sud et Sud-Sud.

Entre 1995 et 2007, les projets et les programmes régionaux ont été financés dans le cadre du programme MEDA. Depuis lors, le financement provient de l'Instrument européen de voisinage et de Partenariat (IEVP), et ce jusqu'en 2013. Pour la période 2007-2010, 343 millions d'euros ont été alloués aux programmes régionaux de coopération en Méditerranée<sup>81</sup>.

### 6.1. Coopération en matière de politique, de justice, de sécurité et de migration.

Dans le cadre du premier volet – politique et de sécurité – six projets sont financés. Ces projets sont regroupés sous les titres « Justice, liberté et sécurité », « Migration », et « Dialogue politique » :

- i) EuroMed Justice I et II ;
- ii) EuroMed Police II ;
- iii) EuroMeSCo ;
- iv) Processus de paix au Proche-Orient ;
- v) EuroMed Migration I et II ;
- vi) Séminaires de Malte.

Les programmes **EuroMed Justice I et II** (2005-2007, 2 millions d'euros ; 2008-2011, 5 millions d'euros) visent à promouvoir un système judiciaire ouvert et moderne en renforçant les capacités institutionnelles et administratives des pays partenaires et en constituant une communauté interprofessionnelle.

Un réseau de formation judiciaire euro-méditerranéen et un site web ont été créés dans le cadre du programme **EuroMed Justice I**. Plus de 20 séminaires régionaux ont été organisés consacrés à cinq thèmes du programme<sup>82</sup> et quatre conférences régionales se sont tenues.

Le programme **EuroMed Justice II** a pour objectif général la création d'une communauté interprofessionnelle composée de magistrats, de professionnels du droit et de hauts magistrats destinée à renforcer l'État de Droit et la mise en oeuvre effective des droits de l'homme. Ses trois composantes principales sont les suivantes : réforme législative en matière d'accès à la justice ; règlement des conflits familiaux transfrontaliers et réforme du droit pénal et pénitentiaire. Les activités du projet<sup>83</sup> consistent en la tenue de Groupes de travail.

<sup>81</sup> Pour une description de chaque projet régional euroméditerranéen, voir EuropeAid, « Partenariat euroméditerranéen- Coopération régionale : panorama des programmes et projets », [http://ec.europa.eu/europeaid/where/neighbourhood/regional-cooperation/documents/infonotes\\_enpisouth\\_regional\\_cooperation\\_fr.pdf](http://ec.europa.eu/europeaid/where/neighbourhood/regional-cooperation/documents/infonotes_enpisouth_regional_cooperation_fr.pdf).

<sup>82</sup> Les cinq thèmes ont été les suivants : coopération et assistance judiciaire mutuelle en matière pénale ; terrorisme et interconnexion des réseaux criminels ; dimension internationale des procédures financières ; criminalité financière et économique, en particulier blanchiment d'argent. capitaux ; coopération et assistance judiciaire internationale mutuelle en matière civile, et gestion et administration de la justice : gestion des procédures, informatisation.

<sup>83</sup> Voir le site web inauguré en janvier 2009, <http://www.euomed-justice.eu/>.

Le programme **EuroMed Police II** (juillet 2007- juin 2010, 5 millions d'euros) vise le renforcement de la coopération policière entre l'UE et les PPM dans la lutte contre toutes les formes majeures de criminalité organisée. Dans le cadre de ce programme, des visites d'études sont organisées dans des services de police spécialisés des pays de l'UE, des sessions de formation à l'intention des officiers supérieurs des services de police des pays méditerranéens et des sessions de formation destinées aux chefs des Unités spéciales d'intervention ainsi que des sessions d'information pour les directeurs généraux des services de police, des douanes et de sécurité. Un site intranet a été créé pour permettre un meilleur échange de l'information. Cela dit, le Conseil du CEPOL a été informé du fait que les activités du projet Euromed allaient être interrompues le 7 janvier 2009.<sup>84</sup>

**EuroMeSCo**<sup>85</sup> (2005-2009, 4.9 millions d'euros) est un réseau d'instituts de politique étrangère qui réalise des études sur des questions relatives au PEM et à la PEV. Ce réseau est considéré comme une mesure de création de confiance dans le cadre du PEM. EuroMeSCo facilite la discussion entre l'UE et les instituts méditerranéens de politique étrangère (avec un réseau de 48 instituts de politique étrangère et 24 instituts observateurs) sur des thèmes de préoccupation commune par le biais d'ateliers, de séminaires et de conférences. EuroMeSCo produit aussi des publications (42 EuroMeSCo Papers et 6 rapports thématiques ont été publiés depuis 2005). EuroMeSCo a tenu des conférences annuelles, a organisé 8 ateliers sur des thèmes comme les droits de l'homme, la démocratie et la sécurité et a tenu trois séminaires de gestion de crise pendant cette période.

Le soutien au **Processus de paix au Proche-Orient** (2005-2007, 10 millions d'euros et pour 2007- 2010, 10 millions d'euros)<sup>86</sup> vise à soutenir les efforts déployés pour promouvoir la paix et la coopération entre les Israéliens et les Arabes, notamment par des initiatives susceptibles d'avoir un impact sur la vie quotidienne des personnes. L'une des principales activités de ce soutien est le programme « Partenariat de l'UE pour la paix » destiné à renforcer et à consolider les relations et la coopération directes avec la société civile.

Le programme **EuroMed Migration I** (2004-2007, 2 millions d'euros) vise à promouvoir l'analyse et la coopération sur les questions liées à la migration et à l'intégration sociale des immigrants. Le projet développe quatre programmes de recherche : migration, transferts et développement ; migration de transit ; gestion frontalières ; diaspora et pays d'origine. Une base de données contenant des renseignements sur les flux migratoires en Méditerranée a été créée et plusieurs études ont été réalisées, comme le Rapport annuel sur Les migrations méditerranéennes. Dans le cadre de ce programme, 16 rapports de recherche ont été publiés ainsi que 37 notes d'analyse et de synthèse.

<sup>84</sup> « Le Conseil du gouvernement a reçu un rapport sur la situation du projet du CEPOL Euromed Police II. Le conseil a été informé que les activités du projet Euromed ont été interrompues le 7 janvier 2009 jusqu'à nouvel ordre en raison des événements survenus récemment au Proche-Orient. Le Conseil a été informé que, malgré le fait qu'aucune décision définitive n'ait été adoptée sur la reprise des activités Euromed, l'opinion de la Commission européenne est que le programme Euromed reprenne à partir du 1<sup>er</sup> mars 2009 <http://www.cepola.europa.eu/index.php?id=669&L=0&O=>.

<sup>85</sup> <http://www.euromesco.net/>

<sup>86</sup> EuropeAid, « Processus de paix au Moyen-Orient, soutien au processus de paix au Moyen-Orient et à la coopération entre les Israéliens et les Arabes, principalement par des initiatives touchant la vie quotidienne des personnes ». <http://www.euromedinfo.eu/uploads/File/Fiches/Middle%20East%20Peace%20Process.pdf>.

Le nouveau programme **EuroMed Migration II** (2008-2011, 5 millions d'euros), vise à renforcer la coopération euro-méditerranéenne dans le domaine de la gestion des migrations afin de permettre aux PPM de trouver des solutions plus efficaces et ciblées répondant aux diverses formes de migration. Quatre groupes de travail ont été créés<sup>87</sup>, composés de fonctionnaires de haut niveau provenant des autorités ministérielles euro-méditerranéennes compétentes dans le domaine de la gestion des migrations. Les quatre domaines traités par ces groupes sont : la convergence législative et la réforme du droit des migrations et de son cadre institutionnel (deux séances ont déjà eu lieu)<sup>88</sup> ; la migration économique (deux séances ont été organisées)<sup>89</sup> ; les réponses institutionnelles et les stratégies nationales pour combattre la migration illégale (trois séances ont déjà été tenues)<sup>90</sup> ; les envois de fonds des migrants vers leur pays d'origine (deux séances)<sup>91</sup>.

**Les Séminaires de Malte pour les diplomates** (2004-2008, 0.94 millions d'euros) sont destinés à fournir à leurs participants une information régulière et actualisée sur les institutions de l'UE et les aspects les plus importants du PEM. Jusqu'à maintenant, 24 séminaires à l'attention des diplomates de l'UE et des pays méditerranéens ont été tenus, dont cinq entre mai 2006 et avril 2008<sup>92</sup>.

Le programme **Euro-Med Bridge dans le secteur de la protection civile** (2004-2008, 1.9 millions d'euros) vise à promouvoir et à soutenir la création d'un système euro-méditerranéen de protection civile. Le programme Bridge couvre des activités telles que la formation et les exercices de simulation ainsi que les échanges d'experts (11 séances d'échange d'experts et 6 missions spécifiques d'assistance civile) et la création d'un réseau d'écoles de protection civile.

## 6.2. Développement socioéconomique durable et réformes

Il existe 25 projets régionaux différents en cours de réalisation dans le cadre de la coopération économique et financière dans les domaines de l'économie, de l'énergie, de l'environnement, des transports et de la société de l'information et ils ont tous un même objectif : contribuer à l'établissement de la Zone euro-méditerranéenne de libre-échange pour 2010.

Parmi ces projets on compte :

- **L'Accord d'Agadir** (2004-2008, 4 millions d'euros) pour soutenir la Zone de libre-échange entre le Maroc, la Tunisie, l'Égypte et la Jordanie.

<sup>87</sup> [http://www.euromed-migration.eu/e1152/e1481/index\\_fre.html](http://www.euromed-migration.eu/e1152/e1481/index_fre.html)

<sup>88</sup> Sur la « Législation sur la migration et terminologie juridique applicable », en Pologne les 27, 28 et 29 octobre 2008 et sur le « Législation internationale des migrations et institutions internationales », à Bruxelles les 15, 16 et 17 décembre 2008 ; deux autres séances sont prévues en juillet et septembre 2009.

<sup>89</sup> « Quelle politique en matière d'émigration ? », au Maroc les 14, 15 et 16 juillet 2008 et « Quelle gestion du marché du travail ? » à Bruxelles les 1, 2 et 3 Décembre 2008. Deux autres séances sont prévues en mai et en septembre 2009.

<sup>90</sup> « Documentation et identification » à Bruxelles les 15, 16 et 17 septembre 2008 ; « Gestion des frontières » en Hongrie les 17, 18 et 19 novembre 2008 ; « Politiques intégrales de retour », en Allemagne les 20, 21 et 22 avril 2009. La suivante est prévue pour juin 2009.

<sup>91</sup> « Pratiques régulatrices en matière de transferts de fonds », Luxembourg du 17 au 19 Juin 2008 et « Marché de transferts de fonds » à Tunis du 3 au 5 novembre 2008. Deux autres sont prévues en mai et juin 2009.

<sup>92</sup> Voir le site web des Séminaires de Malte pour diplomates : <http://www.euromed-seminars.org.mt/>.

- **ANIMA** (2002-2007, 3.95 millions d'euros)<sup>93</sup>, réseau d'agences de promotion de l'investissement dans les PPM. ANIMA a organisé plusieurs conférences pour promouvoir l'investissement et a piloté une série d'études sectorielles en créant une base de données régionale sur les investissements étrangers directs. Le programme **Invest in Med** (2008-2011, 9 millions d'euros) fait suite à ANIMA.
- **Euro-Med Quality** (2004-2008, 7.26 millions d'euros) qui soutient les efforts des PPM pour développer et commercialiser des produits de qualité.
- **EuroMed Market** (2002-2009, 9 millions d'euros)<sup>94</sup> géré par l'Institut européen de l'administration publique, organise des actions de formation sur le Marché unique européen (douanes, normes de concurrence, marchés publics, audit et comptabilité, droits de la propriété intellectuelle et services financiers) en vue de la réalisation de la Zone euro-méditerranéenne de libre-échange en 2010.
- **FEMISE, Forum euro-méditerranéen des instituts de science économique** (2005-2009, 4.9 millions d'euros),<sup>95</sup> a été conçu comme une mesure de création de confiance. Il rassemble 77 instituts de recherche en économie de l'UE et des PPM qui se rassemblent lors de leur Conférence annuelle. FEMISE a géré 4 programmes bisannuels ou triennaux de recherche (26 projets de recherche en 2006-2007 et 11 projets en 2007-2008) et publie annuellement le rapport de référence FEMISE sur le PEM (huit rapports ont été publiés à ce jour) ainsi que plusieurs rapports thématiques. En 2004-2005, une série de dix Profils pays sur les PPM a également été publiée. Ces ouvrages offrent une analyse en profondeur des caractéristiques économiques de chacun de ces pays.
- **Medibtikar. Innovation et Technologie** (2006-2009, 7.25 millions d'euros) pour promouvoir l'innovation dans les entreprises, en particulier dans les PME.
- **MedStat II** (2006-2009, 30 millions d'euros), vise au renforcement de la capacité des autorités compétentes en matière de statistiques dans les PPM ainsi qu'à la coopération et aux échanges entre ces pays. Il publie une collection annuelle de statistiques euro-méditerranéennes.<sup>96</sup>
- Dans le **secteur de l'énergie**, il existe une série de projets concernant le gaz du Machrek (Marché euro arabe du gaz dans le Machrek, 2005-2008, 6 millions d'euros), l'électricité du Maghreb (Intégration des marchés électriques, 2007-2010, 4.9 millions d'euros) ; le MED-EMIP (coopération dans le domaine de l'énergie, 2007-2010, 4.1 millions d'euros) favorise le dialogue sur les politiques énergétiques et le MED-ENEC encourage l'efficacité énergétique dans le secteur de la construction (2005-2008, 4 millions d'euros).
- Dans le **secteur de l'environnement**, le **EMWIS/SEMIDE**,<sup>97</sup> ou **Système euro-méditerranéen d'information sur le savoir-faire dans le domaine de l'eau** (2004-2008, 3.3 millions d'euros) est un outil d'échange d'information et de mise en oeuvre des programmes de coopération dans le domaine de l'eau. Quant à, **MEDA Eau** (2003-2008, 40 millions d'euros)<sup>98</sup>, il est centré sur neuf projets-pilotes prioritaires ; il finance aussi les activités de certains pouvoirs publics et d'ONG dans le domaine de l'eau. Jusqu'à présent,

<sup>93</sup> <http://www.animaweb.org>.

<sup>94</sup> <http://www.euromedmarket.org>. Voir aussi Sánchez Cano, J. (dir.) (2009) : *Vers la Zone de Libre-Échange. Programme Euromed Marché (mai 2002-avril 2009)*, Institut européen d'administration publique, Barcelone, 459p. qui offre un panorama des activités du programme et des six études comparatives sectorielles.

<sup>95</sup> <http://www.femise.org>.

<sup>96</sup> [http://www.emwis.net/initiatives/medstat/MEDSTAT\\_2bulletin-mars.pdf](http://www.emwis.net/initiatives/medstat/MEDSTAT_2bulletin-mars.pdf).

<sup>97</sup> <http://www.emwis.net>.

<sup>98</sup> <http://www.medawater-rmsu.org/>.

ces projets n'ont pas dépassé la phase d'étude. Le programme **SMAP III**<sup>99</sup> **Développement environnemental durable**, (2005-2008, 15 millions d'euros) fournit une assistance technique et financière dans ce domaine. Il existe aussi un projet sur une **Préparation à la grippe aviaire et aux pandémies mondiales de grippe**<sup>100</sup> (2006-2009, 10 millions d'euros).

- Dans le secteur de la **Société de l'information**, on compte deux autres projets : **EUMEDIS (Technologies de l'information et de la communication**, 1999-2007, 65 millions d'euros),<sup>101</sup> soutenant 20 projets-pilotes régionaux et **NATP II (Politique en matière de télécommunication**, 2005-2008, 4 millions d'euros) pour offrir assistance aux autorités de régulation dans ce secteur.
- Finalement dans le **Secteur des transports**, cinq projets visent à promouvoir l'intégration régionale : le **Programme EuroMed Transport** (2003-2008, 9.7 millions d'euros) visant à l'amélioration des liaisons des réseaux de transport, le **Projet EuroMed Aviation** (2007-2010, 5 millions d'euros), les **Autoroutes de la mer ( Interconnexions**, 2006-2008, 4.8 millions d'euros), un projet inclus dans le cadre de l'Union pour la Méditerranée, le projet **SAFEMED (Sécurité maritime et prévention de la pollution par les navires**, 2006-2008, 4.5 millions d'euros), un autre projet défini en tant que prioritaire par la Déclaration de Marseille, et le **Projet Euro-Med de navigation par satellite (METIS)** (2006-2008, 4.5 millions d'euros).

En terme général, la plupart de ces projets régionaux sont axés sur la formation, l'assistance technique, la réalisation d'études, l'information et la prise de conscience, l'organisation de réunions régionales et d'activités de création de réseaux. Parmi eux, quelques-uns seulement ont atteint la phase de projets-pilotes.

### 6.3. Éducation et échanges socioculturels

Les échanges socioculturels ont été identifiés comme des instruments essentiels pour la promotion de la compréhension mutuelle entre les peuples de la région. Au cours de la période 2005-2009, 14 projets ont été financés dans cet objectif :

- **EuroMed Audiovisuel** (2005-2008, 15 millions d'euros)<sup>102</sup> soutient le développement, la promotion, la distribution et la diffusion des produits audiovisuels méditerranéens et européens y compris les festivals de cinéma, la production et la distribution de films et la création d'une base de données.
- **Information et Communication régionale** (2004-2007 et 2008-2011, 10 et 12 millions d'euros),<sup>103</sup> destiné à promouvoir la visibilité et le savoir-faire du PEM, principalement au travers d'activités qui ciblent les medias, la société civile et la jeunesse ;
- **EuroMed Héritage II-III** (2002-2008, 40 millions), pour promouvoir le dialogue culturel par la mise en valeur du patrimoine culturel méditerranéen ;
- **Fondation Anna Lindh pour le dialogue entre les cultures** (voir ci-dessus) ;

<sup>99</sup> <http://www.smap.eu>.

<sup>100</sup> [http://ec.europa.eu/world/avian\\_influenza/index.htm](http://ec.europa.eu/world/avian_influenza/index.htm).

<sup>101</sup> <http://www.eumedis.net>.

<sup>102</sup> <http://www.euromedaudiovisuel.net>.

<sup>103</sup> <http://www.euromedinfo.eu>.



- **Formation des Administrations publiques** (2004-2008, €6 million), destinée aux fonctionnaires ;
- **Éducation et Formation pour l'emploi**<sup>104</sup> (2004-2007, 5 millions d'euros) géré par la Fondation européenne pour la formation de Turin dans le but d'apporter son concours aux PPM en matière de conception et de mise en oeuvre de politiques de formation technique et professionnelle, la promotion de l'emploi étant l'objectif ultime de ce projet (il s'agit du seul projet euro-méditerranéen dans le domaine de l'emploi jusqu'à présent)<sup>105</sup> ;
- **TEMPUS** (2003-2007, 94.5 millions d'euros, voir ci-dessous), **Erasmus Mundus** (2007-2007, 13 millions d'euros, voir ci-dessous) ;
- **Rôle des femmes dans la vie économique** (2006-2008, 5 millions d'euros)<sup>106</sup>, le seul projet en matière d'égalité des sexes entrepris dans le cadre du PEM auquel a fait suite le programme **Promouvoir l'égalité entre hommes et femmes** (2008-2011, 4.5 millions d'euros)<sup>107</sup>.
- **EuroMed Jeunesse III** (2005-2008, 5 millions d'euros), un programme qui se consacre principalement à promouvoir les échanges entre les jeunes.
- **MED-PACT** (2006-2009, 5 millions d'euros), pour encourager le dialogue et la coopération entre les villes et les autorités locales, un programme auquel a fait suite le **Programme CUIDAD (Coopération en matière de développement urbain et dialogue, 2009-2011, 14 millions d'euros)**.

#### 6.4. Programmes multilatéraux de la PEV Q.1.12

##### Coopération transfrontalière

Quinze programmes ont été approuvés dans le cadre du Programme de coopération transfrontalière de l'IEVP (IEVP-CT) pour la période 2007-2013<sup>108</sup>. Ils sont dotés d'un budget de 1 181 milliards pour 2007-2013 (dont une moitié provient de l'IEVP lui-même – soit 5 % du budget total de l'IEVP – et l'autre moitié du Fond européen de développement régional). Ces programmes seront gérés à partir d'une méthodologie propre aux fonds structurels encore que légèrement simplifiée. Ils serviront à financer des projets de coopération qui seront gérés par les autorités locales et régionales, et aussi, au niveau local, par d'autres acteurs et partenaires sociaux comme les universités, les syndicats, les organisations patronales, les ONG ou les Chambres de commerce.

Les Pays partenaires méditerranéens prennent part à trois de ces programmes :

i) Le **Programme Espagne-Maroc**, avec un volet Andalousie - Nord du Maroc et un autre Iles Canaries - Sud du Maroc. Le budget total qui lui sera alloué est, à titre indicatif, de 156,7 millions d'euros. Ce programme n'a pas encore été ratifié par l'Espagne et le Maroc (l'échéance est fixée à 2010).

<sup>104</sup> <http://www.meda-ete.net>.

<sup>105</sup> Pour un rapport à ce sujet, voir *Regional cooperation in education and training: the whole is more than the sum of its parts*, Fondation européenne de formation, [http://www.meda-ete.net/meda-ete-web.nsf/opennews/6e32398ad71a0646c1257474002b341f/\\$FILE/10%20MEDA-ETE%20project%20Main%20achievements%20-%20FINAL%20-%20050509.pdf](http://www.meda-ete.net/meda-ete-web.nsf/opennews/6e32398ad71a0646c1257474002b341f/$FILE/10%20MEDA-ETE%20project%20Main%20achievements%20-%20FINAL%20-%20050509.pdf).

<sup>106</sup> <http://www.roleofwomenineconomiclife.net/intro.html>.

<sup>107</sup> <http://www.euromedgenderequality.org/>.

<sup>108</sup> Instrument européen de voisinage et partenariat, Coopération transfrontalière, document de stratégie 2007-2013 et Programme indicatif 2007-2010 ; [http://ec.europa.eu/world/enp/pdf/country/enpi\\_cross-border\\_cooperation\\_strategy\\_paper\\_fr.pdf](http://ec.europa.eu/world/enp/pdf/country/enpi_cross-border_cooperation_strategy_paper_fr.pdf)



ii) Le **Programme Italie-Tunisie**, adopté en décembre 2008 et doté d'un budget de 25,2 millions d'euros. (Le but du programme CT-IEVP entre l'Italie et la Tunisie est de promouvoir l'intégration économique, institutionnelle et culturelle entre la Tunisie et les territoires siciliens par le biais d'un processus de développement durable conjoint dans le contexte de la coopération transfrontalière)<sup>109</sup> ;

ii) Le **Programme du Bassin méditerranéen**<sup>110</sup> adopté en août 2008 et doté d'un budget de 173,6 millions d'euros pour 2007-2013, il sera géré en Sardaigne (Italie). (Priorités du programme : Promotion du développement socioéconomique et renforcement des territoires ; promotion de la durabilité environnementale dans tout le Bassin méditerranéen ; promotion de meilleures conditions et de meilleures modalités de circulation des personnes, des marchandises et des capitaux ; promotion du dialogue culturel et de la gouvernance locale).

### Facilité gouvernance

La facilité pour la gouvernance est une aide supplémentaire allouée par l'UE aux pays partenaires, en plus de l'enveloppe qu'ils reçoivent déjà de l'UE. Cette aide financière reconnaîtra et récompensera le travail des pays partenaires qui auront le mieux progressé dans la mise en œuvre réformes figurant au programme de leur Plan d'action. L'allocation annuelle de ces fonds sera basée sur une évaluation contenue dans les rapports annuels établis pour chaque pays de la PEV. Dans sa communication sur « La mise en œuvre de la Politique de voisinage en 2008 »<sup>111</sup>, la Communauté européenne précise que « *L'absence globale de progrès observée en 2008 dans le domaine de la gouvernance souligne la nécessité pour l'UE et pour ses partenaires de redoubler d'efforts, en renforçant leur dialogue politique et en mettant en œuvre une aide adaptée, notamment « la Facilité gouvernance » qui demeure un incitant politique important. La Commission déterminera les prochaines dotations relevant de cette facilité après analyse de la présente communication et des rapports par pays.* »

### Assistance technique pour la promotion des réformes

Depuis l'année 2004, certains instruments d'aide technique qui avaient jusqu'alors été réservés aux pays en phase de préadhésion (et gérés par la Direction générale de l'élargissement de la Commission européenne) ont été étendus aux pays partenaires bénéficiaires de l'IEVP (et gérés par EuropeAid). Ces instruments ont été prévus pour soutenir le processus de rapprochement et de convergence avec l'UE au niveau législatif et réglementaire, ainsi que le développement des capacités institutionnelles des pays partenaires. Ils sont financés par le nouveau programme interrégional de la PEV (à l'exception du Programme de jumelage qui est financé au niveau national par les Délégations de la Commission européenne).

**TAIEX (Assistance technique et échange d'information)**<sup>112</sup> canalise l'assistance technique de courte durée aux administrations publiques des pays partenaires et des pays en phase de préadhésion dans le domaine de la compréhension, du rapprochement et de la mise en œuvre de la législation communautaire dans tous les domaines de l'acquis communautaire. Il intervient sur base des demandes des pays bénéficiaires.

<sup>109</sup> [http://www.regione.sicilia.it/Presidenza/uscs/doc/PO\\_It-Tun\\_Final\\_version\\_23\\_juin\\_%5B1%5D.pdf](http://www.regione.sicilia.it/Presidenza/uscs/doc/PO_It-Tun_Final_version_23_juin_%5B1%5D.pdf)

<sup>110</sup> <http://www.enpicbcmec.eu/fr/index.html>

<sup>111</sup> COM(2009) 188/3, 23/04/2009.

<sup>112</sup> <http://taiex.ec.europa.eu>.

En juin 2008, le **Soutien à l'amélioration des institutions publiques et des systèmes de gestion (SIGMA)**,<sup>113</sup> également prévu à l'origine pour les pays candidats, s'est étendu aux pays de la PEV bénéficiaires de l'IEVP. SIGMA est une initiative conjointe de l'UE et de l'OCDE. Il aide les partenaires à évaluer les avancées et les priorités en matière de réformes et les assiste dans le processus de renforcement des institutions et de mise en place des cadres juridiques. Jusqu'à présent, aucun projet opérationnel n'a été réalisé au niveau des PEM. Pour la période 2007-2010, un budget total de 40 millions d'euros a été adopté pour l'ensemble des pays bénéficiaires de l'IEVP.

L'instrument de **Jumelage institutionnel**<sup>114</sup> a été conçu initialement pour aider les pays candidats à acquérir les compétences qui leur sont nécessaires pour adopter, mettre en oeuvre et respecter la législation communautaire. Pour ce faire, ils reçoivent une assistance technique d'une administration publique d'un État membre de l'UE. Depuis 2004, cet instrument a été élargi à des domaines de coopération propres à la PEV. De 2005 à 2008, 60 projets de jumelage ont été entrepris avec les pays partenaires (18 en Tunisie, 13 au Maroc, 13 en Égypte et 10 en Jordanie). Cinquante-huit projets additionnels se trouvent en phase de préparation.

### Promotion des investissements

La **Facilité d'investissement pour le voisinage**<sup>115</sup> a été lancée par le fond fiduciaire à la fin de l'année 2007 afin de financer des projets d'intérêt commun dans les secteurs de l'énergie, du transport et de l'environnement en renforçant ainsi les opérations réalisées par la BEI et la BERD ainsi que par d'autres institutions financières européennes de développement. La Facilité dispose d'un budget de 700 millions d'euros pour 2007-2013, avec l'objectif d'accroître son ratio d'autonomie financière via des contributions directes des États membres, et ce au moyen d'un fond fiduciaire. (Jusqu'à présent la FIV a obtenu un engagement des États membres pour un montant de 37 millions d'euros). Pour la période 2007-2010, 250 millions d'euros ont été versés et les six projets soutenus en 2008 (première année de fonctionnement) dans les pays partenaires (deux projets en Égypte : l'un concernant l'amélioration du service d'eau et d'assainissement, l'autre le parc éolien, deux projets au Maroc relatifs aux routes rurales et la construction d'un tramway à Rabat et à Salé, et deux en Tunisie en matière de stations d'épuration et d'étude de faisabilité d'une centrale solaire thermique) pour un coût total de 1 650 millions d'euros, les ressources de la FIV s'élevant à un total de 34,3 millions d'euros. Le secrétariat de la FIV est assumé par la Commission européenne.

### Promotion de l'Enseignement supérieur et de la mobilité des étudiants

Il s'agit là de l'un des axes majeurs du programme interrégional. Il s'articule autour de deux programmes : **Tempus et Erasmus Mundus**. Le programme **TEMPUS** (pour la période 2003-2007 le budget de Tempus III était de 94,5 millions d'euros) a pour but d'offrir des opportunités au personnel académique et administratif des universités, de coopérer avec les institutions de l'enseignement supérieure de l'UE, de promouvoir la

<sup>113</sup> <http://www.sigmaweb.org/>.

<sup>114</sup> [http://ec.europa.eu/europeaid/where/neighbourhood/overview/twinning\\_fr.htm](http://ec.europa.eu/europeaid/where/neighbourhood/overview/twinning_fr.htm). Pour une présentation officielle de « La mise en oeuvre des jumelages dans le contexte de la PEV » voir : [http://www.euro.it/documents/poveikio\\_tyrimai/presentation\\_jorge\\_de\\_la\\_caballeria.ppt](http://www.euro.it/documents/poveikio_tyrimai/presentation_jorge_de_la_caballeria.ppt).

<sup>115</sup> [http://ec.europa.eu/europeaid/where/neighbourhood/regional-cooperation/irc/investment\\_fr.htm](http://ec.europa.eu/europeaid/where/neighbourhood/regional-cooperation/irc/investment_fr.htm).

modernisation et les réformes des institutions de l'enseignement supérieur et la mobilité des professeurs et du personnel universitaires. En 2008, une nouvelle phase de ce programme a été lancée : Tempus IV, doté d'un budget de 12,7 millions d'euros pour cette année-là. Les PPM bénéficient d'un total de 32 projets Tempus dont la plupart sont des projets plurinationaux. Le programme **Erasmus Mundus** (2007-2008, 13 millions d'euros) promeut la mobilité et les échanges d'étudiants universitaires, de professeurs et de chercheurs (en 2008, des bourses ont été octroyées à 42 étudiants et 35 personnes du monde académique sur l'ensemble des pays de la PEV, pour 54 et 14, respectivement, en 2007). Sur la période 2007/2008, 473 pays partenaires ont profité des programmes de mobilité). Dans ce cadre un Programme de bourses spécifiques axées sur la demande a aussi été créé.

## 7. De nouveaux instruments, de nouvelles ressources, de nouvelles réussites ?

### 7.1 Conférences ministérielles, plans d'action et stratégies euro-méditerranéennes

La méthodologie habituelle de la coopération euro-méditerranéenne s'articule autour des réunions ministérielles euro-méditerranéennes (conformément à la Déclaration de Marseille, 15 réunions ont été prévues pour l'année 2009). Cependant, le blocage politique dont le PEM est victime depuis décembre 2008 a entraîné l'annulation ou la suspension de toutes les réunions programmées pour cette période. Habituellement, à la fin des réunions ministérielles, des conclusions, comprenant un résumé des débats, certaines déclarations politiques d'ordre général ainsi que les objectifs des actions à entreprendre à l'avenir dans les domaines respectifs, sont approuvées par les ministres. Ces conclusions sont essentiellement un instrument de dialogue politique et sur les politiques.

Mais ce qui était à l'origine une déclaration de politique générale établissant des principes et abordant de nombreuses questions sectorielles est devenu peu à peu, dans certains domaines stratégiques, un ensemble articulé d'actions conçues pour atteindre des objectifs ayant été formulés dans les déclarations des ministres des affaires étrangères ou les Sommets des chefs d'État et de gouvernement et qui se sont traduits par des programmes de travail, des plans d'action, voire de véritables stratégies euro-méditerranéennes. Cette tendance a permis au PEM de se rapprocher d'un véritable programme opérationnel d'intégration régionale, de coopération et de promotion des réformes qui, semble-t-il, est en train de devenir le modèle d'évolution de la coopération méditerranéenne.

Durant les deux dernières années, plusieurs plans d'action et stratégies sectorielles ont été adoptés dans les domaines suivants :

- En ce qui concerne le secteur du transport, un Plan d'action régional du transport (PART) pour la Méditerranée a été adopté lors du Forum euro-méditerranéen du transport tenu à Bruxelles en mai 2007. Pour garantir son suivi, ledit forum, en tant que plateforme principale de discussion, de suivi et de mise à jour périodique du PART,

a reçu pour mission d'élaborer un rapport intermédiaire sur le PART à la fin de 2009 et un rapport final d'évaluation mi- 2013.

- La Réunion ministérielle euro-méditerranéenne sur l'énergie (Chypre, décembre 2007) a approuvé un Plan d'action prioritaire pour 2008-2013.

- La Conférence ministérielle euro-méditerranéenne du tourisme (Fès, 2 et 3 avril 2008) a approuvé l'élaboration d'un programme de travail qui devra être présenté à la prochaine Conférence ministérielle euro-méditerranéenne du tourisme.

- Les ministres euro-méditerranéens de la culture (Athènes, 29-30 mai 2008) ont lancé un processus politique qui devrait déboucher, dans les deux ans, sur une nouvelle Stratégie euro-méditerranéenne de la culture. Les ministres ont non seulement énuméré les différents éléments que devra inclure cette stratégie, ils ont en outre décidé de mettre en place un mécanisme de suivi et formulé des propositions concrètes qui devront être approuvées lors de la prochaine réunion de ministres de la culture prévue pour la première moitié de 2010. Ce mécanisme inclura la constitution d'un Groupe euro-méditerranéen d'experts de la culture qui se réunira au moins deux fois avant la prochaine Conférence euro-méditerranéenne des ministres de la culture.

- Dans la Déclaration de Marseille, la même approche a été adoptée pour le développement d'une stratégie maritime méditerranéenne :

*« L'étude du processus d'élaboration d'une politique maritime harmonisée et la promotion d'une stratégie maritime prévisible pour la Méditerranée jouera un rôle particulier dans le cadre du Partenariat Euromed en 2009 et au-delà. Un groupe de travail sectoriel Euromed composé d'experts nationaux est tout à fait nécessaire pour en élaborer les lignes directrices, les orientations, les priorités, les objectifs, les moyens de mise en œuvre et les mécanismes de financement en tenant compte des différences entre les pays euro-méditerranéens »<sup>116</sup>.*

- En novembre 2008, les ministres euro-méditerranéens de l'emploi se sont engagés à élaborer un Cadre d'action qui contribuerait à l'intégration d'une véritable dimension sociale dans le projet euro-méditerranéen (dont les objectifs sont définis en annexe). Un mécanisme de suivi a aussi été mis en place :

*« Afin d'assurer le suivi des efforts entrepris par les partenaires euro-méditerranéens pour la mise en œuvre du cadre d'action, les ministres ont établi un Groupe de travail euro-méditerranéen sur l'emploi et le travail qui sera présidé par la coprésidence, avec le soutien de la Commission européenne et composé de représentants de haut niveau de l'ensemble des pays partenaires, qui se réunira au moins une fois par an. Le groupe recueillera des informations et des données sur les tendances nationales et l'évolution des politiques, procédera à l'inventaire et à l'échanger des meilleures pratiques et examinera les questions qui se poseront lors de la mise en œuvre du Cadre d'Action. Les pays partenaires fourniront au groupe les informations nécessaires pour élaborer,*

---

<sup>116</sup> Section III.B.

en 2010, un rapport de suivi sur les progrès accomplis dans la mise en œuvre du cadre d'action »<sup>117</sup>. Ce processus pourrait conduire à une Stratégie euro-méditerranéenne de l'emploi.

- Finalement, la Conférence ministérielle euro-méditerranéenne sur l'eau tenue en Jordanie en décembre 2008 a abouti sur un accord pour définir une Stratégie – à long terme – de l'eau en Méditerranée, conformément au mandat reçu du Sommet de Paris. Cette stratégie devrait adopter une approche intégrée, inclure des objectifs mesurables tant sur le plan de la qualité que de la quantité, attestant d'un engagement volontariste pour atteindre ces finalités et étudier les instruments les plus appropriés à cette fin. Les ministres ont approuvé les principes généraux de la stratégie et ont décidé d'établir un mécanisme d'élaboration et de suivi efficace et partagé de cette stratégie qui devra inclure un Plan d'action spécifiant les modalités par lesquelles ces objectifs seront atteints au cours de la période de référence. Les ministres ont confié au Groupe euro-méditerranéen d'experts sur l'eau, constitué des représentants des gouvernements et des représentants de la Commission européenne (qui fonctionnera conformément aux règles de l'UpM) l'élaboration de cette stratégie avant la Conférence ministérielle sur l'eau de 2010, pour qu'elle puisse être soumise au Sommet de l'UpM qui devrait avoir lieu la même année.

Pour compléter cette opérationnalisation progressive de la coopération euro-méditerranéenne selon les modèles de coordination des politiques de l'UE, il est encore nécessaire d'établir une modulation des instruments, une généralisation des études de faisabilité et d'impact, et de disposer d'une dotation suffisante de moyens financiers et institutionnels ainsi que d'un mécanisme de suivi approprié.

## 7.2 Articulation entre le PEM, la PEV et l' UpM Q.1.15

L'articulation entre le PEM, la PEV et l'UpM est devenue extrêmement complexe et elle n'a pas encore été définie de façon précise dans la mesure où les négociations sur les conséquences pratiques de la nouvelle architecture institutionnelle de l'Union pour la Méditerranée sont toujours en cours, et ceci à différents niveaux.

Le premier point à signaler est que le financement des programmes bilatéraux et multilatéraux est régi à l'heure actuelle par les règlements et les procédures de l'IEVP (voir les enveloppes financières, point 7.3). La Politique européenne de voisinage a entraîné des changements importants en termes de gestion financière en introduisant trois nouveaux instruments financiers découlant de la méthodologie de la stratégie de préadhésion : les Rapports pays, les Plans d'actions et les Rapports de progrès. Ces instruments uni-bilatéraux ont introduit une nouvelle façon d'envisager la coopération euro-méditerranéenne. Fondé sur une méthodologie de comparaison et d'amélioration des performances (benchmarking), ce système est plus précis et plus contraignant que celui qui était utilisé dans le cadre de la réglementation MEDA.

<sup>117</sup> Conclusions de la Conférence euroméditerranéenne des ministres de l'emploi, Marrakech, 9 - 10 novembre 2008, point 27. [http://ec.europa.eu/external\\_relations/euromed/conf/employment\\_health\\_conclusions\\_1108\\_fr.pdf](http://ec.europa.eu/external_relations/euromed/conf/employment_health_conclusions_1108_fr.pdf).

Les accords euro-méditerranéens d'association sont toujours, exception faite de la Syrie, le principal cadre contractuel de relations avec les pays partenaires européens mais de nouveaux accords de voisinage sont déjà envisagés les pays partenaires méditerranéens les plus avancés. Entre-temps, la PEV a contribué à la création de nouveaux sous-comités (comme le sous-comité sur les droits de l'homme) dans le cadre institutionnel des Accords euro-méditerranéens d'association.

## 7.3 Enveloppes financières Q.1.14

Depuis le 1er janvier 2007, et dans le cadre des Perspectives financières 2007-2014, c'est le règlement (CE) No 1638/2006 du Parlement européen et du Conseil – en date du 24 octobre 2006, par lequel ont été établies les dispositions générales relatives à la création de l'Instrument européen de voisinage et partenariat<sup>118</sup> (IEVP) – qui constitue le fondement juridique du financement des programmes et des projets méditerranéens. Pour les PPM, l'IEVP a remplacé le programme précédent MEDA.

### 7.3.1. Enveloppe financière globale de l'IEVP

Conformément à l'article 29 du règlement instituant l'IEVP, l'**enveloppe financière globale** disponible pour les pays partenaires de la PEV<sup>119</sup> sur la période 2007-2013 est de 11.181 millions d'euros ventilés de la façon suivante :

- (a) un minimum de 95 % de l'enveloppe financière est alloué aux programmes nationaux ou plurinationaux ;
- (b) jusqu'à 5 % de l'enveloppe financière sont alloués à des programmes de coopération transfrontalière.

Les documents de stratégie et les programmes indicatifs nationaux et régionaux ainsi que les programmes de coopération transfrontalière ont été adoptés pour les quatre premières années (2007-2010).

### 7.3.2 Programmes des pays de l'IEVP

L'accent principal de l'IEVP est porté sur les Programmes par Pays. Selon la Commission européenne, ils servent « à soutenir la mise en œuvre par les partenaires de leurs propres programmes de réformes politiques, économiques, sociaux et de gouvernance. Des 5.6 milliards disponibles pour 2007-2010, 73 % seront consacrés au soutien de la mise en œuvre par les partenaires de leur Politique européenne de voisinage (PEV). [...] Ainsi, les pays qui ont conclu un plan d'action et accompli des progrès dans sa mise en œuvre bénéficieront de fonds substantiels<sup>120</sup>. »

<sup>118</sup> Règlement (EC) No 1638/2006 du Parlement européen et du Conseil du 24 octobre 2006 arrêtant des dispositions générales instituant un Instrument européen de voisinage et partenariat, JO L 310, 9.11.2006, page 1.

<sup>119</sup> Algérie, Arménie, Azerbaïdjan, Biélorussie, Égypte, Géorgie, Israël, Jordanie, Liban, Libye, Moldavie, Maroc, Autorité palestinienne de Cisjordanie et de la Bande de Gaza, Fédération russe, Syrie, Tunisie et Ukraine.

<sup>120</sup> Instrument européen de voisinage et de partenariat (IEVP). Financement pour 2007-2013.  
[http://ec.europa.eu/world/enp/pdf/country/0703\\_enpi\\_figures\\_fr.pdf](http://ec.europa.eu/world/enp/pdf/country/0703_enpi_figures_fr.pdf).

Le tableau suivant indique les dotations financières bilatérales indicatives pour 2007-2010.

# **Dotations indicatives pluriannuelles de l'IEVP pour la période 2007-2010 Millions d'euros**

## **Programmes par Pays**

Pays partenaires méditerranéens		Europe de l'Est, Caucase méridional et Russie	
Algérie	220	Arménie	98.4
Autorité palestinienne	632	Azerbaïdjan	92.0
Égypte	558	Biélorussie	20.0
Israël	8	Fédération russe	120.0
Jordanie	265	Géorgie	120.4
Liban	187	Moldavie	209.7
Libye	8	Ukraine	494.0
Maroc	654		
Syrie	130		
Tunisie	300		
<b>Total PPMs</b>	<b>2 962</b>	<b>Total Pays de l'Europe de l'Est</b>	<b>1 154.5</b>
<b>Total Programmes par pays 4 116.50 millions d'euros</b>			

Au cours de ces dernières années, la Commission européenne a eu de plus en plus recours à l'aide budgétaire directe (transferts financiers destinés à des secteurs concrets liés à l'avancement des réformes dans ces secteurs) qui a remplacé le financement par projets. Le montant total annuel de l'aide budgétaire directe aux pays de la PEV/IEVP est passé de 397 à 635 millions d'euros en 2007, couvrant 100 % de la coopération financière totale dans le cas du Maroc en 2007 et 88 % dans le cas de l'Égypte durant la même année<sup>121</sup>.

<sup>121</sup> Voir la brochure "Aide budgétaire : la manière efficace de financer le développement?", [http://ec.europa.eu/europeaid/infopoint/publications/europeaid/documents/budgetsupport08\\_fr.pdf](http://ec.europa.eu/europeaid/infopoint/publications/europeaid/documents/budgetsupport08_fr.pdf).

### 7.3.3 Programme multilatéral IEVP

#### 7.3.3.1 Les Programmes plurinationaux

L'enveloppe financière pour les Programmes plurinationaux (2007-2010) comprend un programme interrégional et deux programmes régionaux. Le programme régional pour le Sud a remplacé le programme régional précédent lancé dans le cadre du Partenariat euro-méditerranéen (le programme régional MEDA).

#### **Dotations indicatives pluriannuelles de l'IEVP pour la période 2007-2010**

**Million d'euros**

#### **Programmes plurinationaux**

i) Programme interrégional 260.8

ii) Programme régional – Sud 343.3

iii) Programme régional – Est 223.5

**Total Programmes plurinationaux 827.6**

#### i) Le Programme interrégional

Le Programme interrégional est un nouveau programme qui a été créé dans le cadre de l'IEVP. Les quatre priorités identifiées sont les suivantes :

- Domaine prioritaire 1 : Promotion des réformes « par les conseils et l'expérience de l'UE » ;
- Domaine prioritaire 2 : Promotion de l'enseignement supérieur et de la mobilité des étudiants ;
- Domaine prioritaire 3 : Promotion de la coopération entre les acteurs locaux dans les pays partenaires et dans l'UE ;
- Domaine prioritaire 4 : Promotion de la mise en oeuvre de la PEV et du Partenariat stratégique avec la Russie ;
- Domaine prioritaire 5 : Promotion des projets d'investissements dans les pays partenaires de la PEV<sup>122</sup>.

<sup>122</sup> IEVP Programme interrégional. Document de stratégie 2007-2013 et Programme indicatif 2007-2010, [http://ec.europa.eu/world/enp/pdf/country/enpi\\_interregional\\_fr.pdf](http://ec.europa.eu/world/enp/pdf/country/enpi_interregional_fr.pdf).



## ii) Le Programme régional Sud (Partenariat euro-méditerranéen)

### DOTATION FINANCIÈRE POUR LE SOUTIEN RÉGIONAL – VENTILATION FINANCIÈRE DÉTAILLÉE

Année au cours de laquelle les fonds seront engagés dans le cadre du programme

Titre du programme	2007	2008	2009	2010	Millions EUR
Dotation totale	10	6.9	6.1	8.9	31.9

#### Coopération en matière de politique, de justice, de sécurité et de migration

Mesures de confiance : protection civile	4.4				4.4
Mesures de confiance : partenariat pour la paix	5	5		10	20
Justice, sécurité et migration (JSM)			13		13
Analyse des politiques				8	8

#### Développement économique durable

Promotion des investissements et dynamisation des réformes pour attirer l'investissement	6				6
Coopération en matière de transport et d'énergie		9	14		23
Intégration économique régionale Sud-Sud			4		4
Programme en environnemental		9	9	15	33
Assistance technique et capital investissement dans le cadre de la FEMIP	32	32	32	32	128
Développement de la société de l'information		5			5

#### Développement social et échanges culturels

Égalité de genre et société civile	8			8	16
Information et communication II	12			10	22
Euromed Jeunesse			5		5
Dialogue entre les cultures et patrimoine culturel	17	7			24
<b>TOTAL</b>	<b>94.4</b>	<b>73.9</b>	<b>83.1</b>	<b>91.9</b>	<b>343.3</b>

Source: IEVP, Document de stratégie régionale (2007-2013) et Programme indicatif régional (2007-2010) pour le Partenariat euro-méditerranéen [http://ec.europa.eu/world/enp/pdf/country/enpi\\_euromed\\_rsp\\_fr.pdf](http://ec.europa.eu/world/enp/pdf/country/enpi_euromed_rsp_fr.pdf).

### 7.3.3.2 Les programmes de coopération transfrontalière

Le financement des programmes CTF- IEVP provient de deux sources : des dotations financières pour l'IEVP lui-même, jusqu'à concurrence d'un niveau déterminé à l'article 29 du règlement relatif à l'IEVP, et des dotations sur le Fonds européen de développement régional (FEDER). Sur cette base, le financement total disponible pour les programmes CTF-IEVP pour la période 2007-10 s'élève à **583.28 millions d'euros**, dont 274.92 millions au titre de l'IEVP et 308.36 millions au titre du FEDER. Pour la période 2011-13, 535.15 millions supplémentaires (252.23 millions sur l'IEVP et 282.93 millions sur le FEDER) devraient être mis à disposition sous réserve des résultats de l'évaluation à mi-parcours de cette Stratégie et de l'adoption du Programme indicatif pour la période 2011-13.<sup>123</sup>

<sup>123</sup> Coopération transfrontalière, document de stratégie 2007-2013 et Programme indicatif 2007-2010, p. 27.

## Liste des Programmes CT IEVP 2007-2013

Répartitions indicatives par programme, 2007-2010, en millions d'euros

Programmes couvrant les frontières terrestres		Programmes couvrant les bassins maritimes		Programmes couvrant les routes maritimes	
Progr. Kolarctique- Russie	14.728	Région de la Mer		Espagne/Maroc	81.738
Programme Carélie – Russie	12.101	baltique	11.791	Italie/Tunisie	13.138
SE Finlande/Russie	18.871	Mer Noire	9.025	Programme	
Estonie/Lettonie/Russie	24.915	Méditerranée	90.539	Atlantique CT .	16.773
Lettonie/Lituanie/Biélorussie	21.766				
Lituanie/ Pologne/Russie	68.908				
Pologne/Biélorussie/Ukraine	97.107				
Hongrie/Slovaquie/Roumanie/Ukraine	35.796				
Roumanie/Moldavie/Ukraine	66.086				
<b>Total: 583 283</b>					

Source : IEVP. Coopération transfrontalière, Document de stratégie 2007-2013 et Programme indicatif 2007-2010  
[http://ec.europa.eu/world/enp/pdf/country/enpi\\_cross-border\\_cooperation\\_strategy\\_paper\\_fr.pdf](http://ec.europa.eu/world/enp/pdf/country/enpi_cross-border_cooperation_strategy_paper_fr.pdf).

### 7.3.3.3 La Facilité de gouvernance & le Fonds d'investissement de voisinage

Une dotation indicative totale de 400 millions d'euros a été allouée à la Facilité de gouvernance et au Fond d'investissement de voisinage<sup>124</sup>.

Selon la Commission européenne, pour la période 2007-2010, la Facilité gouvernance sera dotée d'une enveloppe indicative de 50 millions d'euros par an. Toutefois, « *étant donné que le budget total de l'IEVP augmente avec le temps, dans les dernières années des perspectives financières (2011-13), il y aura davantage de marge* ». Par conséquent, les dotations financières devraient être allouées à un « *nombre très restreint de pays (en principe un ou deux) chaque année*<sup>125</sup> ». Ce fut le cas en 2007 pour l'Ukraine (22 millions) et le Maroc (28 millions).

La Commission a aussi alloué à la facilité Investissement de voisinage (FIV) un montant indicatif de 250 millions d'euros au cours des quatre prochaines années et elle a prévu de consacrer un montant supplémentaire de 450 millions au cours de la période 2011-2013 (soit au total 700 millions d'euros répartis sur sept ans).<sup>126</sup> Mme la commissaire Ferrero Waldner a souligné à l'occasion de la première réunion du Comité directeur de la FIV, tenue en 2008, que, pour marquer la différence, le FIV aurait besoin de la contribution financière des États membres : « *C'est le premier des effets de levier du FIV : le financement communautaire complété par les fonds propres* ».

<sup>124</sup> Instrument européen de voisinage et de partenariat (IEVP), Financement 2007-2013,  
[http://ec.europa.eu/world/enp/pdf/country/0703\\_enpi\\_figures\\_fr.pdf](http://ec.europa.eu/world/enp/pdf/country/0703_enpi_figures_fr.pdf).

<sup>125</sup> Commission européenne « Principes pour la mise en oeuvre de la Facilité gouvernance »  
[http://ec.europa.eu/world/enp/pdf/governance\\_facility\\_en.pdf](http://ec.europa.eu/world/enp/pdf/governance_facility_en.pdf).

<sup>126</sup> Communication de la Commission « Une Politique européenne de voisinage forte », COM(2007) 774 fin, Bruxelles, 05/12/2007, p. 11,  
[http://ec.europa.eu/world/enp/pdf/com07\\_774\\_fr.pdf](http://ec.europa.eu/world/enp/pdf/com07_774_fr.pdf).

*apportés par les États membres. Un certain nombre d'États membres ont déjà fait part de leur intention d'y contribuer (...) <sup>127</sup> ».*

Outre les aides financières accordées dans le cadre de l'IEVP, les pays du voisinage sont éligibles, pour la période 2007-2013, au financement des emprunts auprès de la **Banque européenne d'investissement** pour un montant total de 12.4 milliards d'euros au titre de la FEMIP, 8.7 milliards pour les pays méditerranéens et 3.7 milliards pour l'Europe de l'Est, le sud du Caucase et la Russie <sup>128</sup>.

---

<sup>127</sup> Ferrero Waldner, Fond d'investissement de voisinage, première réunion du Comité directeur, 6 mai 2008 [http://ec.europa.eu/commission\\_barroso/ferrero-waldner/speeches/speeches/2008\\_05\\_neighbourhood\\_investment\\_facility.pdf](http://ec.europa.eu/commission_barroso/ferrero-waldner/speeches/speeches/2008_05_neighbourhood_investment_facility.pdf).

<sup>128</sup> Conclusions de la séance n° 2766 du Conseil des affaires économiques et financières, Bruxelles, 26 novembre 2006, <http://www.consilium.eu.int/uedocs/NewsWord/en/ecofin/91899.doc>.

## ANNEXES

### I. Sources

1. Sommets euro-méditerranéens.
2. Réunions euro-méditerranéennes des ministres des affaires étrangères.
3. Réunions ou conférences ministérielles euro-méditerranéennes sectorielles.
4. Conseil européen.
5. Déclarations.
6. Règlements.
7. Communications et notes de la Commission européenne.
8. Déclarations et opinions.
9. Sites web.
10. Statistiques.
11. Autres Sources.

#### 1. Sommets euro-méditerranéens

- Sommet euro-méditerranéen de Barcelone, novembre 2005. Programme de travail quinquennal, <http://register.consilium.eu.int/pdf/fr/05/st00/st00002.fr05.pdf>
- Déclaration commune du « Sommet de Paris pour la Méditerranée », Paris, 13 juillet 2008, [http://www.eu2008.fr/webdav/site/PFUE/shared/import/07/0713\\_declaration\\_de\\_paris/Declaration\\_du\\_sommet\\_de\\_Paris\\_pour\\_la\\_Mediterranee-FR.pdf](http://www.eu2008.fr/webdav/site/PFUE/shared/import/07/0713_declaration_de_paris/Declaration_du_sommet_de_Paris_pour_la_Mediterranee-FR.pdf)

#### 2. Réunions euro-méditerranéennes des ministres des affaires étrangères

- Conclusions de la huitième Conférence euro-méditerranéenne des ministres des affaires étrangères, Tampere, 27 et 28 novembre 2006, « Conclusions de Tampere », [http://www.ces.es/TRESMED/docum/Tampere06/Conclusiones%20Tampere%202006\\_fra.pdf](http://www.ces.es/TRESMED/docum/Tampere06/Conclusiones%20Tampere%202006_fra.pdf)
- Conclusions de la neuvième Conférence euro-méditerranéenne des ministres des affaires étrangères, Lisbonne, 5 et 6 novembre 2007 « Conclusions de Lisbonne », <http://www.eu2007.pt/NR/rdonlyres/FF7CA6E4-5980-4B3A-A3B6-00D072967697/0/9ReuniaoEuromedMNES.pdf>.
- Déclaration finale, « Processus de Barcelone : Union pour la Méditerranée », Marseille, 3-4 novembre 2008, « Déclaration de Marseille », [http://ue2008.fr/webdav/site/PFUE/shared/import/1103\\_ministerielle\\_Euromed/Declaration\\_finale\\_Union\\_mediterranee\\_FR.pdf](http://ue2008.fr/webdav/site/PFUE/shared/import/1103_ministerielle_Euromed/Declaration_finale_Union_mediterranee_FR.pdf)

#### 3. Réunions ou conférences ministérielles euro-méditerranéennes sectorielles

- Conclusions de la Réunion euro-méditerranéenne des ministres de l'économie et des finances, Tunisie, juin 2006, [http://ec.europa.eu/external\\_relations/euromed/conf/ecfin/2006/index\\_en.htm](http://ec.europa.eu/external_relations/euromed/conf/ecfin/2006/index_en.htm)
- Conclusions de la Réunion euro-méditerranéenne des ministres de l'économie et des finances, Porto, 15 septembre 2007. [http://ec.europa.eu/external\\_relations/euromed/conf/ecfin/chair\\_conclusions\\_en.pdf](http://ec.europa.eu/external_relations/euromed/conf/ecfin/chair_conclusions_en.pdf)
- Conclusions de la Réunion euro-méditerranéenne des ministres de l'économie et des finances, Luxembourg, octobre 2008, [http://ec.europa.eu/external\\_relations/euromed/conf/ecofin\\_femip\\_conclusions\\_1008\\_en.pdf](http://ec.europa.eu/external_relations/euromed/conf/ecofin_femip_conclusions_1008_en.pdf).
- Conclusions de la Réunion ministérielle euro-méditerranéenne du Commerce, Istanbul, 2004, [http://trade-info.cec.eu.int/doclib/docs/2004/july/tradoc\\_118199.pdf](http://trade-info.cec.eu.int/doclib/docs/2004/july/tradoc_118199.pdf).
- Conclusions de la réunion ministérielle euro-méditerranéenne du commerce, Marrakech, mars 2006.

- Conclusions de la réunion ministérielle euro-méditerranéenne du commerce, Lisbonne, 21 octobre 2007.
- Conclusions de la réunion ministérielle euro-méditerranéenne du Commerce, Marseille, 2 juillet 2008, [http://ec.europa.eu/external\\_relations/euromed/conf/7th\\_tradeconf\\_0708\\_fr.pdf](http://ec.europa.eu/external_relations/euromed/conf/7th_tradeconf_0708_fr.pdf).
- Conclusions de la sixième Conférence ministérielle euro-méditerranéenne de l'industrie, 21 et 22 septembre 2006, Rhodes, [http://ec.europa.eu/enterprise/policies/international/files/euromed\\_conclusions\\_rhodes\\_2006\\_fr.pdf](http://ec.europa.eu/enterprise/policies/international/files/euromed_conclusions_rhodes_2006_fr.pdf)
- Conclusions de la première Conférence ministérielle euro-méditerranéenne des transports, Marrakech, décembre 2005, [http://www.euromedtransport.org/fileadmin/download/maincontract/fm/fm\\_final\\_report\\_fr.pdf](http://www.euromedtransport.org/fileadmin/download/maincontract/fm/fm_final_report_fr.pdf)
- Déclaration ministérielle sur le partenariat euro-méditerranéen de l'énergie, Limassol, Chypre, <http://www.consilium.europa.eu/uedocs/NewsWord/fr/misc/97905.doc>
- Conclusions de la troisième Conférence ministérielle euro-méditerranéenne sur l'environnement, Le Caire. 20 novembre 2006, [http://ec.europa.eu/environment/enlarg/med/pdf/cairo\\_declaration\\_fr.pdf](http://ec.europa.eu/environment/enlarg/med/pdf/cairo_declaration_fr.pdf)
- Conclusions de la Conférence ministérielle euroméditerranéenne de l'eau, Amman, 22 décembre 2008, [http://www.semide.net/media\\_server/files/U/8/Eau-FR\\_FINALE.pdf](http://www.semide.net/media_server/files/U/8/Eau-FR_FINALE.pdf)
- Conclusions de la Conférence euro-méditerranéenne des ministres du tourisme, Fès, 2-3 Avril 2008, [http://ec.europa.eu/external\\_relations/euromed/conf/tourism/index\\_en.htm](http://ec.europa.eu/external_relations/euromed/conf/tourism/index_en.htm).
- Conclusions de la Conférence ministérielle euro-méditerranéenne sur « Le renforcement du rôle des femmes dans la société », 14-15 novembre 2006, Istanbul, [http://gender.euromedrights.org/files.php?force&file=IAPMinisterialConclusions\\_FR\\_441188026.pdf](http://gender.euromedrights.org/files.php?force&file=IAPMinisterialConclusions_FR_441188026.pdf)
- Conclusions de la première Conférence ministérielle euro-méditerranéenne sur l'enseignement supérieur et la recherche scientifique, Le Caire, 22 Juin 2007, <http://www.euromedinfo.eu/site.170.news.en.1566.html?PHPSESSID=30cd3318d231f2f2affb84b3984052ab>.
- Conclusions de la première conférence euro-méditerranéenne des ministres de la culture, Athènes, 29-30 Mai 2008, [http://ec.europa.eu/external\\_relations/euromed/docs/culture\\_concl\\_0508\\_en.pdf](http://ec.europa.eu/external_relations/euromed/docs/culture_concl_0508_en.pdf).
- Conclusions de la première Réunion ministérielle euro-méditerranéenne sur la migration, Albufeira (Algarve), Novembre 2007, [http://www.eu2007.pt/UE/vEN/Noticias\\_Documentos/20071119Conclusoeseuromed.htm](http://www.eu2007.pt/UE/vEN/Noticias_Documentos/20071119Conclusoeseuromed.htm).
- Conclusions de la Conférence euro-méditerranéenne des ministres de l'emploi, Marrakech, 9-10 novembre 2008, [http://ec.europa.eu/external\\_relations/euromed/conf/employment\\_health\\_conclusions\\_1108\\_fr.pdf](http://ec.europa.eu/external_relations/euromed/conf/employment_health_conclusions_1108_fr.pdf)
- Conclusions de la Conférence ministérielle euro-méditerranéenne sur la santé, Le Caire, 17 novembre 2008, [http://www.ue2008.fr/webdav/site/PFUE/shared/import/1116\\_Conference\\_ministerielle\\_euro\\_mediterraneeenne\\_sante/Euromed\\_Sante\\_Declaration\\_FR.pdf](http://www.ue2008.fr/webdav/site/PFUE/shared/import/1116_Conference_ministerielle_euro_mediterraneeenne_sante/Euromed_Sante_Declaration_FR.pdf).

#### 4. Conseil européen

- Conclusions de la Présidence du Conseil européen de Bruxelles (15/16 décembre 2005). Annexe I « Une approche globale sur la question des migrations : mesures prioritaires centrées sur l'Afrique et la Méditerranée », [http://www.consilium.europa.eu/ueDocs/cms\\_Data/docs/pressData/fr/ec/87642.pdf](http://www.consilium.europa.eu/ueDocs/cms_Data/docs/pressData/fr/ec/87642.pdf).

- Conclusions de la présidence du Conseil européen de Bruxelles (15/16 décembre 2006) « Une approche globale sur la question des migrations ». [http://www.consilium.europa.eu/ueDocs/cms\\_Data/docs/pressData/fr/ec/87645.pdf](http://www.consilium.europa.eu/ueDocs/cms_Data/docs/pressData/fr/ec/87645.pdf)
- Conseil européen les 13 et 14 mars 2008, Conclusions de la Présidence, Annexe I, Déclaration sur « Le Processus de Barcelone : Union pour la Méditerranée », Bruxelles, 20 mai 2008, 7652/1/08 REV, <http://register.consilium.europa.eu/pdf/en/08/st07/st07652-re01.en08.pdf>.
- Conclusions de la 2766<sup>ème</sup> réunion du Conseil des affaires économiques et financières, Bruxelles, 28 novembre 2006., <http://www.consilium.eu.int/uedocs/NewsWord/en/ecofin/91899.doc>.

## 5. Déclarations

- Déclaration conjointe Afrique-UE sur la migration et le développement, Tripoli, 22-23 novembre 2006, [http://ec.europa.eu/justice\\_home/doc\\_centre/immigration/docs/AU-UE-22.11.06.pdf](http://ec.europa.eu/justice_home/doc_centre/immigration/docs/AU-UE-22.11.06.pdf).
- Déclaration conjointe de la Conférence ministérielle sur l'impulsion de la coopération énergétique entre l'Union européenne, la Turquie, le Machrek et l'Iraq, mai 2008, Bruxelles. [http://ec.europa.eu/external\\_relations/energy/events/coop\\_conf\\_0508/joint\\_statement\\_050508\\_en.pdf](http://ec.europa.eu/external_relations/energy/events/coop_conf_0508/joint_statement_050508_en.pdf).
- Déclaration du Sommet sur le Corridor sud, Prague, 8 mai 2009, <http://www.eu2009.cz/scripts/file.php?id=48081&down=yes>.

## 6. Règlements

- Règlement (CE) No. 2007/2004 du Conseil du 26 octobre 2004, portant création d'une Agence européenne pour la gestion de la coopération opérationnelle aux frontières extérieures des États membres de l'Union européenne <http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=CELEX:32004R2007:FR:HTML>
- Règlement (CE) No. 1638/2006 du Parlement européen et du Conseil du 24 octobre 2006 arrêtant des dispositions générales instituant un Instrument européen de voisinage et partenariat, JO L 310, 9.11.2006, p. 1., <http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=OJ:L:2006:310:0001:01:FR:HTML>

## 7. Communications et notes de la Commission européennes

- Commission européenne (2009) : *Rapport général sur l'activité de l'Union européenne en 2008*, <http://europa.eu/generalreport/fr/welcome.htm>.
- COM (2006)726 fin, Communication de la Commission relative au renforcement de la Politique européenne de voisinage, Bruxelles, 4 décembre 2006. [http://ec.europa.eu/world/enp/pdf/com06\\_726\\_fr.pdf](http://ec.europa.eu/world/enp/pdf/com06_726_fr.pdf)
- Instrument européen de voisinage et de partenariat (IEVP), Financement 2007-2013, [http://ec.europa.eu/world/enp/pdf/country/0703\\_enpi\\_figures\\_fr.pdf](http://ec.europa.eu/world/enp/pdf/country/0703_enpi_figures_fr.pdf).
- COM (2007)598 fin du 17.10.2007 : « Communication de la Commission au Conseil et au Parlement européen sur la préparation de la Conférence euroméditerranéenne des ministres des affaires étrangères de Lisbonne (5 et 6 novembre 2007). Le Partenariat euro-méditerranéen : Faire progresser la coopération régionale pour soutenir la paix, le progrès et la dialogue interculturel », point 16. <http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=COM:2007:0598:FIN:FR:PDF>
- COM (2007) 774 fin, Communication de la Commission « Une politique européenne de voisinage forte », Bruxelles, 05/12/2007, [http://ec.europa.eu/world/enp/pdf/com07\\_774\\_fr.pdf](http://ec.europa.eu/world/enp/pdf/com07_774_fr.pdf)

- Commission européenne, « Principes pour la mise en oeuvre de la Facilité gouvernance dans le cadre de l'IEVP », 22 février 2008. [http://ec.europa.eu/world/enp/pdf/governance\\_facility\\_en.pdf](http://ec.europa.eu/world/enp/pdf/governance_facility_en.pdf).
- Instrument européen de voisinage et partenariat (IEVP), document de stratégie régionale (2007-2013) et Programme indicatif régional (2007-2010) pour le Partenariat euro-méditerranéen de l'IEVP, [http://ec.europa.eu/world/enp/pdf/country/enpi\\_euromed\\_rsp\\_fr.pdf](http://ec.europa.eu/world/enp/pdf/country/enpi_euromed_rsp_fr.pdf).
- EuropeAid, (2008) « Partenariat euro-méditerranéen- Coopération régionale : panorama des programmes et projets », [http://ec.europa.eu/europeaid/where/neighbourhood/regional-cooperation/documents/infonotes\\_enpisouth\\_regional\\_cooperation\\_fr.pdf](http://ec.europa.eu/europeaid/where/neighbourhood/regional-cooperation/documents/infonotes_enpisouth_regional_cooperation_fr.pdf)
- COM (2008) 319 fin, Communication de la Commission européenne au Conseil et au Parlement « Le Processus de Barcelone : Union pour le Méditerranée », Bruxelles, 20 mai 2008, [http://ec.europa.eu/external\\_relations/euromed/docs/com08\\_319\\_fr.pdf](http://ec.europa.eu/external_relations/euromed/docs/com08_319_fr.pdf)
- COM (2009) 188/3, Communication de la Commission européenne au Conseil et au Parlement européen sur « La mise en oeuvre de la Politique européenne de voisinage en 2008 », 23/04/2009, [http://ec.europa.eu/world/enp/pdf/progress2009/com09\\_188\\_fr.pdf](http://ec.europa.eu/world/enp/pdf/progress2009/com09_188_fr.pdf)
- COM(2009) 522/2, Communication de la Commission européenne au Conseil et au Parlement européen sur « La mise en oeuvre de la politique européenne de voisinage en 2008. Rapport sur les progrès sectoriels », 23/04/2009. [http://ec.europa.eu/world/enp/pdf/progress2009/sec09\\_522\\_en.pdf](http://ec.europa.eu/world/enp/pdf/progress2009/sec09_522_en.pdf)
- COM(2006)592 final, du 17.10.2006, « Revue de la facilité euro-méditerranéenne d'investissement et partenariat (FEMIP) et options pour l'avenir », <http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=COM:2006:0592:FIN:FR:PDF>
- EuropeAid, « Processus de paix au Moyen-Orient, soutien au processus de paix au Moyen-Orient et à la coopération entre les Israéliens et les Arabes, principalement par des initiatives touchant la vie quotidienne des personnes ». <http://www.euromedinfo.eu/uploads/File/Fiches/Middle%20East%20Peace%20Process.pdf>

## 8. Déclarations et avis

- Déclaration finale du Forum civil euro-méditerranéen de Luxembourg « Pour une véritable implication de la société civile », du 1<sup>er</sup> au 3 Avril 2005, <http://www.euromedplatform.org/spip/spip.php?rubrique=101>
- Déclaration finale du Forum civil euro-méditerranéen de Marseille « Circuler et vivre ensemble dans l'espace méditerranéen », octobre 2008, <http://www.euromedplatform.org/spip/spip.php?rubrique=101>
- Avis du Comité des Régions de l'UE « Processus de Barcelone : Union pour la Méditerranée. Quelle implication pour les collectivités territoriales ? », octobre 2008. [http://www.commedcglu.org/IMG/pdf/Declaration\\_des\\_autorites\\_locales\\_et\\_regionales\\_pour\\_la\\_Mediterranee\\_23\\_juin\\_2008.fr-2.pdf](http://www.commedcglu.org/IMG/pdf/Declaration_des_autorites_locales_et_regionales_pour_la_Mediterranee_23_juin_2008.fr-2.pdf)
- Déclaration des autorités locales et régionales de la Méditerranée, Marseille, 23 juin 2008, [http://www.commedcglu.org/IMG/pdf/Declaration\\_des\\_autorites\\_locales\\_et\\_regionales\\_pour\\_la\\_Mediterranee\\_23\\_juin\\_2008.fr-2.pdf](http://www.commedcglu.org/IMG/pdf/Declaration_des_autorites_locales_et_regionales_pour_la_Mediterranee_23_juin_2008.fr-2.pdf)

## 9. Sites web

- ANIMA, <http://www.animaweb.org>.
- Assemblée parlementaire euro-méditerranéenne (APEM) <http://www.europarl.europa.eu/intcoop/empa/default.htm>

- Charte euro-méditerranéenne de l'Entreprise, [http://ec.europa.eu/entreprise/policies/international/files/euromedcharterf1949\\_fr.pdf](http://ec.europa.eu/entreprise/policies/international/files/euromedcharterf1949_fr.pdf)
- Centre d'information, <http://www.euromedinfo.eu>.
- Éducation et Formation pour l'emploi, <http://www.meda-ete.net>.
- EUMEDIS, <http://www.eumedis.org.dz/>.
- Euromed Justice II, <http://www.euromed-justice.eu/>.
- Euromed Police II, <http://www.cepoleuropa.eu/index.php?id=97>.
- Euromed Migration II, <http://www.euromed-migration.eu/>.
- Euromed Marché, <http://www.euromedmarket.org>.
- Euromed Audiovisuel, <http://www.euromedaudiovisuel.net/>.
- Euromed Transport, <http://www.euromedtransport.org/>.
- EuroMeSCo, Commission d'Étude euro-méditerranéenne, <http://www.euromesco.net/>.
- FEMISE, <http://www.femise.org>.
- Forum universitaire permanent euro-méditerranéen (EPUF), <http://www.epuf.org>.
- Fondation Anna Lindh pour le Dialogue entre les cultures, <http://www.euromedalex.org/>.
- Facilité euro-méditerranéenne d'investissement et partenariat (FEMIP), Banque européenne d'investissement, <http://www.eib.org/projects/regions/med/index.htm>.
- MedBusiness Days, <http://www.medbusinessdays.com/>.
- Plateforme non gouvernementale Euromed, <http://www.euromedplatform.org/>.
- Programme Euro-Med Bridge dans le domaine de la Protection civile, [http://ec.europa.eu/environment/civil/prote/cp11\\_en.htm#euromed](http://ec.europa.eu/environment/civil/prote/cp11_en.htm#euromed).
- Programme MEDA Eau, <http://www.medawater-rmsu.org/>.
- Programme sur le rôle des femmes dans la vie économique, <http://www.roleofwomenineconomiclife.net/>.
- Programme Promouvoir l'égalité entre hommes et femmes, <http://www.euromedgenderequality.org/>.
- Séminaires euro-méditerranéens, Information et formation pour les diplomates, <http://www.euromed-seminars.org.mt/>.
- SIGMA, <http://www.sigmaweb.org/>.
- SMAP (Short and Medium-Term Priority Environmental Action Programme), <http://www.smap.eu>.
- TAIEX, <http://taiex.ec.europa.eu>.
- Université euroméditerranéenne (EMUNI), <http://www.emuni.si/en/>.



- Villes et gouvernements locaux unis, Commission méditerranéenne, <http://www.commed-cglu.org/spip.php?rubrique24>.

## 10. Statistiques

- Commission européenne (2008): "European Neighbourhood Policy: Economic Review of Neighbour Countries", *European Economy*, Occasional Papers no. 40, Direction générale des affaires économiques et financières, [http://ec.europa.eu/economy\\_finance/publications/](http://ec.europa.eu/economy_finance/publications/).
- EUROSTAT (2009): *Euro-Mediterranean Statistics-Statistiques euroméditerranéennes*, Eurostat Statistical Books, Luxembourg, 220 p. [http://www.emwis.net/initiatives/medstat/MEDSTAT\\_2bulletin-mars.pdf](http://www.emwis.net/initiatives/medstat/MEDSTAT_2bulletin-mars.pdf).
- MEDSTAT (2008): *Training and Employment in the Northern and Southern Mediterranean Region*, 20 p.

## 11. Autres Sources

- Commission européenne, OECD, Fondation européenne de formation (2008) : *Report on the implementation of the Euro-Mediterranean Charter for Enterprise. 2008 Enterprise Policy Assessment*, 172 p. [http://ec.europa.eu/enterprise/international\\_relations/docs/mediterranean/2008\\_report\\_charter\\_en.pdf](http://ec.europa.eu/enterprise/international_relations/docs/mediterranean/2008_report_charter_en.pdf).
- Cour des comptes européenne, Rapport spécial No 1/2009 "Banking measures in the Mediterranean area in the context of the MEDA Programme and the previous protocols", [http://eca.europa.eu/products/SR09\\_01](http://eca.europa.eu/products/SR09_01)
- EuropeAid (2008): "*Budget Support: The effective way to finance development?*", 28 p. [http://ec.europa.eu/europeaid/infopoint/publications/europeaid/documents/budgetsupport08\\_en.pdf](http://ec.europa.eu/europeaid/infopoint/publications/europeaid/documents/budgetsupport08_en.pdf).
- Fondation européenne de formation (2009): *Regional cooperation in education and training: the whole is more than the sum of its parts*, [http://www.meda-ete.net/meda-ete-web.nsf/opennews/6e32398ad71a0646c1257474002b341f/\\$FILE/10%20MEDA-ETE%20project\\_Main%20achievements\\_%20-%20FINAL%20-%20050509.pdf](http://www.meda-ete.net/meda-ete-web.nsf/opennews/6e32398ad71a0646c1257474002b341f/$FILE/10%20MEDA-ETE%20project_Main%20achievements_%20-%20FINAL%20-%20050509.pdf).
- IEMed et Fondation CIDOB (2008): *Med.2008. 2007 dans l'espace euro-méditerranéen*, IEMed et Fondation CIDOB, 449 p. <http://www.iemed.org/anuari/2008/>
- IEMed et Fondation CIDOB (2007) : *Med.2007. 2006 dans l'espace euro-méditerranéen*, IEMed et Fondation CIDOB, 449 p. <http://www.iemed.org/anuari/2007/>
- IEMed et Fondation CIDOB (2006): *Med.2006. 2005 dans l'espace méditerranéen*, IEMed et Fondation CIDOB, 449 pp., <http://www.iemed.org/anuari/2006/>
- Sánchez Cano, J. (dir.) (2009): *Vers la Zone de Libre Échange. Programme Euromed Marché (mai 2002-avril 2009)*, Institut européen d'administration publique, Barcelone, 459 p.

## II. Tables des matières des questions de l'Enquête et sections du rapport correspondantes

Questions de l'enquête	Sections du Rapport	Pages
<b>Q.1.1. Perception générale du PEM</b>		
<b>Q.1.2. Contexte général</b>	Section 1	p. 4
<b>Q.1.3. Évaluation par domaine de coopération</b>	Section 4	p. 13
<b>Q.1.4. Évaluation par priorités</b>	Section 4	p. 13
<b>Q.1.5. Évaluation des programmes multilatéraux euro-méditerranéens</b>	Section 6	p. 34
<b>Q.1.6. Évaluation des présidences de l'UE et de la vice-présidence du PEM</b>		
<b>Q.1.7. Progrès des pays partenaires méditerranéens</b>		
<b>Q.1.8. Progrès de la Turquie</b>		
<b>Q.1.9. Engagement des États membres de l'UE</b>		
<b>Q.1.10. Évaluation générale du PEM</b>		
<b>Q.1.11. Politique européenne de voisinage</b>		
<b>Q.1.12. Programmes multilatéraux de la PEV</b>	Section 6	p. 34
<b>Q.1.13. FEMIP</b>	Section 3	p. 10
<b>Q.1.14. Fonds</b>	Section 5 Section 7.3	p. 29 p. 45
<b>Q.1.15. Cohérence et articulation</b>	Section 2 Section 7.2	p. 6 p.44
<b>Q.1.16. Valeur ajoutée de la différenciation et de la coopération renforcée</b>		
<b>Q.1.17.Évaluation générale de la PEV</b>		
<b>Q.2.1. Évaluation générale de l'implication des différents acteurs</b>	Section 3	p. 9
<b>Q.2.2. Assemblée parlementaire euro-méditerranéenne</b>	Section 3	p. 9
<b>Q.2.3. Fondation Anna Lindh pour le dialogue entre les cultures</b>	Section 3	p. 9
<b>Q.2.4. Université euro-méditerranéenne</b>	Section 3	p. 12
<b>Q.2.5. Participation des femmes</b>	Section 4.1.1 Section 6.3	p. 14 p. 38
<b>Q.3.1. Évaluation générale et valeur ajoutée de l'Union pour la Méditerranée</b>	Section 2.2 Section 3	p. 7 p. 10
<b>Q.3.2. Objectifs, attentes et commentaires de l'UpM</b>	Section 2.2 Section 5	p. 7 p. 29
<b>Q.3.3. Contribution des nouveaux pays partenaires méditerranéens</b>	Section 2	p. 6
<b>Q.3.4. Système de coprésidence</b>	Section 3	p. 10
<b>Q.3.5. Secrétariat</b>	Section 3	p. 11
<b>Q.3.6. Assemblée régionale et locale euro-méditerranéenne</b>	Section 3	p. 11
<b>Q.3.7. Projets</b>	Section 2.2	p. 7
<b>Q.3.8. Fonds de l'UpM</b>	Section 5 Section 7.3	p. 29 p. 45
<b>Q.4.1. Perspectives de la coopération euro-méditerranéenne</b>		
<b>Q.4.2. Perspectives de scénarios en Méditerranée</b>		
<b>Q.4.3. Perspectives d'adhésion de la Turquie dans l'UE</b>		
<b>Q.5.1. Priorités de la Déclaration de Marseille</b>	Section 5	p. 29
<b>Q.5.2. Priorités de la Présidence espagnole</b>		